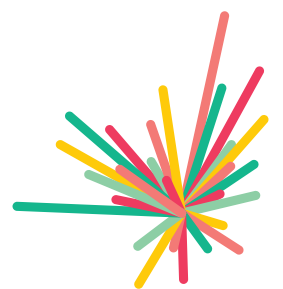


COMPTÉ ADMINISTRATIF 2024



**BORDEAUX
MÉTROPOLÉ**

L'année 2024 est marquée par une forte croissance de l'activité de l'ensemble des politiques publiques : les dépenses d'investissement dépassent pour la première fois les 700 M€. La conséquence financière, couplée à une stabilité des recettes, entraîne un financement accru par l'emprunt sans incidence sur la notation de la collectivité.

En résumé

Pour la première fois en 2024, Bordeaux Métropole a dépassé la marque symbolique des 2 Md€ de dépenses tous budgets confondus au service des habitants et du territoire. Cette croissance de l'activité a été notable dans l'ensemble des politiques publiques dont les plans de mandat se déploient à bon rythme.

Cette très forte activité en 2024 se voit également dans les principaux indicateurs financiers de notre métropole.

Pour leur part, les dépenses de fonctionnement (hors provisions) progressent de 6,31 %. La hausse est en partie tempérée par la fin du pic de prix sur les énergies, les dépenses métropolitaines sur ce poste reculant de 5,88 M€.

L'effet de ce dynamisme des dépenses face à des recettes quasi stables est une baisse de 40 M€ ou 12 % de notre épargne de gestion qui s'établit à 299 M€. De plus, la hausse des taux d'intérêts et la dynamique d'endettement nécessaire pour soutenir notre programme d'investissement mord sur notre épargne brute, qui s'établit en 2024 à 264,76 M€ (contre 317,97 M€ en 2023) et notre épargne nette à 151,35 M€ (contre 221,02 M€ en 2023).

Nos dépenses d'investissement dépassent pour la première fois les 700 M€ (710,45 M€ exactement tous budgets confondus), soit 842 € par habitant, ce qui place Bordeaux Métropole sur la première marche du podium des métropoles qui investissent pour leurs habitants et leur territoire.

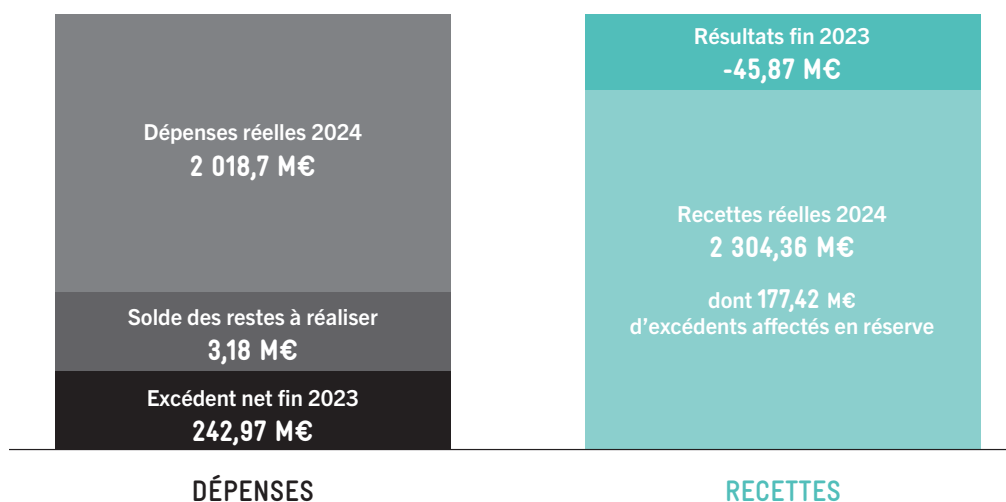
Le complément de notre épargne et nos subventions reçues est constitué par nos emprunts. Ceux-ci, d'un montant de 504 M€ en 2024 comportent une part d'anticipation des besoins 2025. En effet, en décembre 2024, l'incertitude politique nationale et mondiale incitait tous les acteurs financiers à sécuriser leurs volumes de financement par anticipation. Cet emprunt de prudence vient donc augmenter le résultat. Celui-ci est en forte progression, 246,4 M€ en 2024 contre 107,8 M€ en 2023. Il sera mobilisé lors du budget supplémentaire de juillet 2025 pour réduire les besoins d'emprunt de l'exercice.

Au global, **tous budgets confondus**, en mouvements réels consolidés, les principaux indicateurs de l'exercice 2024 sont les suivants :

- Les **dépenses totales** s'élèvent à **2018,70 M€** (soit +5,22 % par rapport à 2023),
- Les **recettes totales** atteignent **2 304,36 M€** (soit +10,93 % par rapport à 2023),
- Le **niveau d'épargne nette** s'établit à **151,35 M€** (soit -31,52 % par rapport à 2023),
- La capacité de désendettement est de **7,19 ans** (contre 4,70 ans en 2023).

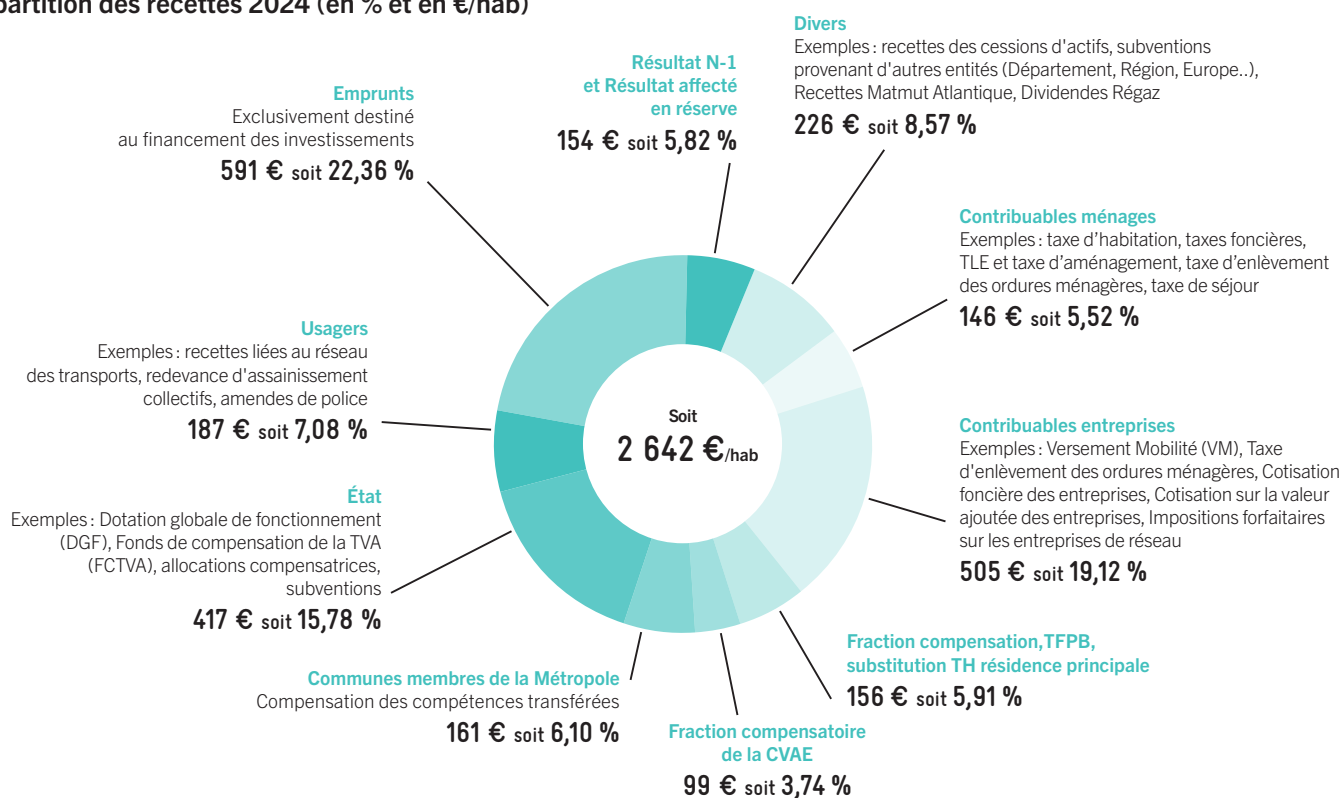
Masses budgétaires en flux réels consolidés du CA 2024 tous budgets confondus

Masses budgétaires et résultats 2024 :



D'où viennent les recettes 2024 ?

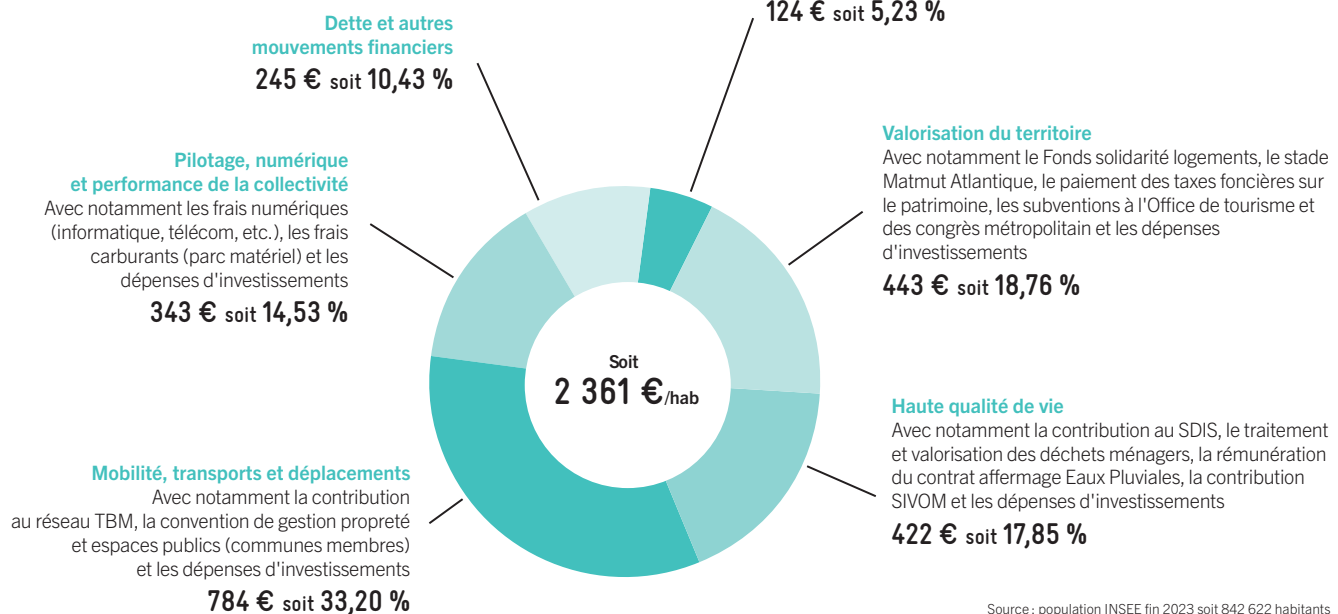
Répartition des recettes 2024 (en % et en €/hab)



Source : population INSEE fin 2023 soit 842 622 habitants

À quoi ont servi les dépenses 2024 ?

Répartition des dépenses 2024 (en % et en €/hab)



Des ratios de gestion qui évoluent sous l'effet d'une progression plus rapide des dépenses que des recettes, en raison de la bonne dynamique du programme d'équipement, couplée à une forte incertitude du projet de loi de finances pour 2025, qui nécessite une anticipation des volumes d'emprunts

Principaux ratios de gestion en M€ (*)	2023	2024	Evolution 2023/2024 en %
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'actif)	1 408,22	1 423,82	1,11 %
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette	1 068,31	1 124,69	5,28 %
Épargne de gestion	339,91	299,13	-12,00 %
Frais financiers	21,94	34,37	56,66 %
Capacité d'autofinancement (Épargne brute)	317,97	264,76	-16,73 %
Remboursement en capital de la dette	96,95	113,41	16,98 %
Épargne nette (disponible)	221,02	151,35	-31,52 %
Épargne nette / dépenses d'investissement hors dette	30,22 %	20,28 %	-32,88 %
Encours de dette au 31 décembre	1 494,72	1 902,41	27,28 %
Capacité de désendettement (en années)	4,70	7,19	52,85 %

(*) montants arrondis

Un résultat net en progression avec un volume de recettes qui dépasse la barre des 2 Md€

Tous budgets confondus, hors résultats antérieurs reportés et hors mouvements d'ordre et mouvements inter budgets, les **recettes réelles totales progressent de 10,93 %** en 2024 avec un montant annuel qui s'élève à **2 304,35 Md€**. De leur côté, les **dépenses réelles sont en hausse de 5,22 %** pour atteindre **2 018,69 Md€**.

2 304 354 478 € de recettes
et 2 018 694 540 € de dépenses en 2024

Le fait marquant de la fin d'année 2024 a été la très forte incertitude entourant le projet de loi de finances pour 2025 et la censure du gouvernement Barnier. Dans ce contexte où la notation financière de la France était placée sous perspective négative voire dégradée, il était essentiel de sécuriser des volumes d'emprunts suffisants pour garantir la poursuite des investissements. Il a de plus été nécessaire d'anticiper davantage qu'en 2023, les procédures internes aux prêteurs s'étant allongées. Ceci a conduit à souscrire des emprunts fondés sur un point d'atterrissage en investissement encore plus haut et donc à emprunter davantage que les stricts besoins de l'année 2024, nourrissant notre fonds de roulement pour les années à venir.

Un excédent en section d'investissement est ainsi apparu, passant de -117,76 M€ en 2023 à 11,09 M€. C'est-à-dire que si les dépenses (hors dette) sont en hausse de 2,02 % avec 14,8 M€ supplémentaires pour atteindre 746,22 M€ de dépenses annuelles, l'important volume d'emprunt 2024 (504,94 M€ contre 330 M€ en 2023) fait plus que compenser ces dépenses et augmente significativement le résultat de la section d'investissement et donc **le résultat brut de clôture qui atteint 239,79 M€ (+82 %)**.

À noter par ailleurs que les résultats de clôture antérieurs ont un niveau plus important qu'en 2023 (- 45,87 M€ contre -26,79 M€ en 2023).

Ainsi après prise en compte des restes à réaliser¹, **le résultat net de clôture de l'exercice 2024 ressort, tous budgets confondus, à 246,43 M€**, en augmentation de 128,58 % par rapport au résultat net fin 2023 (107,8 M€).

À noter par ailleurs que le **solde des restes à réaliser à financer fin 2024 s'élève à 6,64 M€**.

En M€ (*)	2023	2024	Evolution en %
Recettes réelles globales (y compris l'excédent affecté en réserve)	2 077,25	2 304,35	10,93 %
Dépenses réelles globales	1 918,62	2 018,69	5,22 %
Résultat de l'exercice	158,63	285,66	80,09 %
Résultat antérieur reporté	-26,79	-45,87	71,19 %
Excédent brut fin d'exercice	131,83	239,79	81,88 %
Solde des restes à réaliser (reports)	-24,03	6,64	-127,64 %
Excédent net fin d'exercice	107,82	246,43	128,56 %

(*) montants arrondis

Ce résultat net intègre par ailleurs des situations très diverses selon les entités financières et se décompose de la manière suivante sur les principaux budgets de Bordeaux Métropole :

en millions d'euros (*)	Résultat brut fin 2024	Restes à réaliser dépenses	Restes à réaliser recettes	Résultat net 2024	rappel résultat net 2023
Budget principal	112,71 M€	88,70 M€	101,06 M€	125,07 M€	7,36 M€
Budget Transport	18,47 M€	3,27 M€	1,00 M€	16,20 M€	3,79 M€
Budget Assainissement	25,74 M€	0,31 M€	-	25,43 M€	26,19 M€
Budget Déchets ménagers	73,52 M€	1,76 M€	0,00 M€	71,76 M€	63,30 M€
Budget Réseau de chaleur	3,73 M€	0,25 M€	-	3,48 M€	1,22 M€
Autres budgets	5,62 M€	6,80 M€	5,67 M€	4,49 M€	5,94 M€
TOTAL	239,79 M€	101,09 M€	107,73 M€	246,43 M€	107,81 M€

(*) montants arrondis

Le résultat net du budget principal augmente, passant de 7,36 M€ en 2023 à **125,07 M€** cette année (+ 128,6%). Cela s'explique tout particulièrement par une progression du recours à l'emprunt sur ce budget, comme évoqué plus haut.

¹ restes engagés fin 2024 dont les crédits seront reportés en 2025

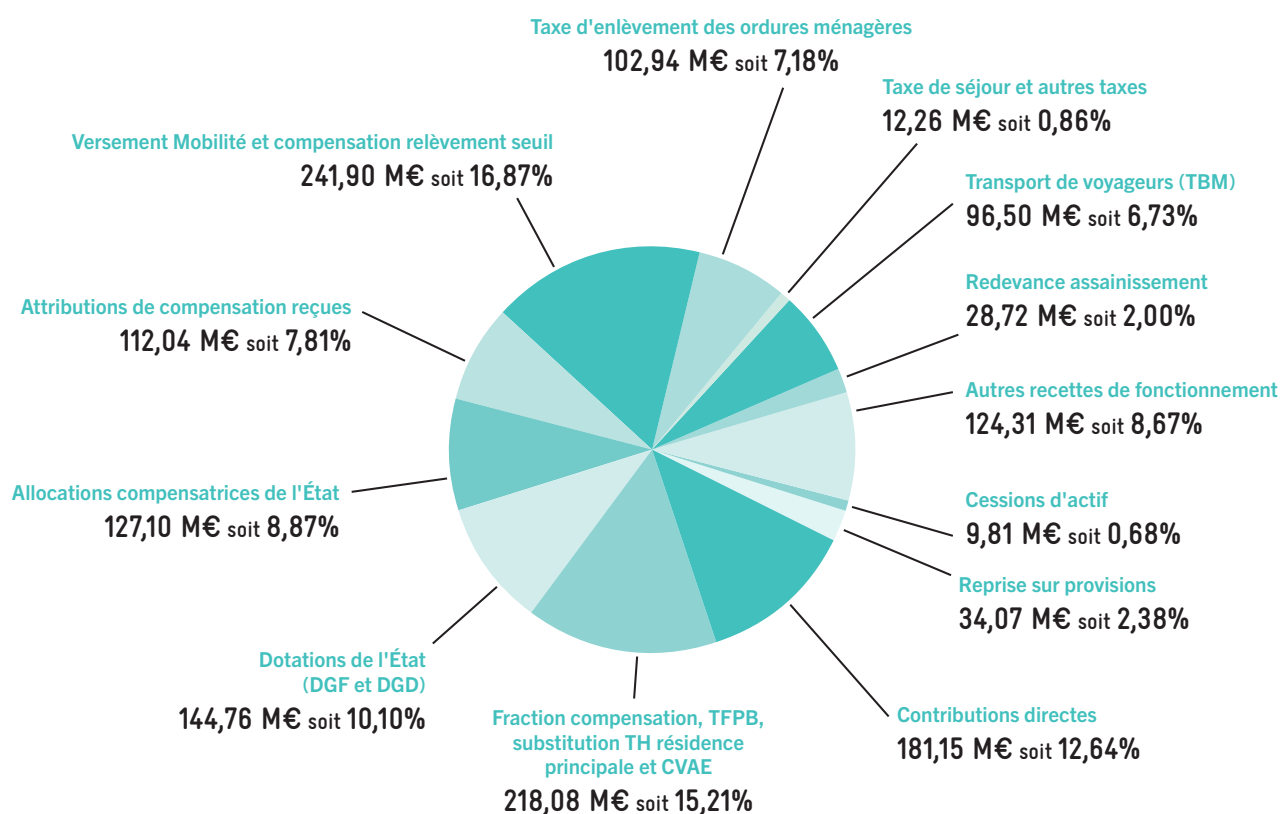
Des recettes de fonctionnement en hausse, malgré des dotations d'État qui continuent de diminuer

Les recettes réelles de fonctionnement, hors excédent antérieur reporté, s'élèvent au total à **1 433,64 M€**, contre 1 426,64 M€ en 2023, soit une augmentation de 0,49 %.

Hors cessions d'actif (9,81 M€) et hors reprises de provisions (34,07 M€)², elles s'élèvent à 1 389,76 M€ en hausse de **3,15 %** (1 347,36 M€ en 2023), portées essentiellement par la dynamique des recettes de la fiscalité directe (+ 8,02 %) mais aussi de la fiscalité indirecte (+ 4,49 %), tout comme des attributions de compensation reçues (+ 5,64 %). À l'inverse les recettes transport de voyageurs TBM subissent un fléchissement significatif (- 11,13 %).

Ventilation des recettes de fonctionnement (1 433,64 M€) en 2024

Répartition des recettes de fonctionnement 2024 (en % et en M€)



² Ces recettes présentant un caractère non récurrent sont toujours retraitées pour analyser la robustesse des épargnes.

Progression des ressources fiscales, mais des dotations qui poursuivent leur baisse

Hors attributions de compensations reçues, les recettes fiscales de la Métropole comprennent les contributions directes, les fractions de TVA (reçues en compensation de la suppression de la Taxe d'habitation sur les résidences principales – THrp depuis 2021, et en compensation de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises – CVAE depuis 2023), la fiscalité indirecte et autres fiscalités, les allocations compensatrices versées par l'État ainsi que la fiscalité affectée.

Les contributions directes proviennent d'une part de la **fiscalité dite «économique»**, perçue sur les entreprises, avec la cotisation foncière des entreprises (CFE), les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER), la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), d'autre part de la **fiscalité dite «ménages»** perçue essentiellement sur les particuliers avec la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux non affectés à l'habitation principale (THRSAL), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) et la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TA-TFPNB), et, à compter de 2024 de la **fiscalité dite «additionnelle» affectée** avec l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (TGEMAPI).

Depuis 2021, avec la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THrp), Bordeaux Métropole perçoit une **fraction de TVA nationale**.

Cette fraction de TVA versée en 2021 correspond au produit de THrp 2020 de Bordeaux Métropole (y compris les rôles supplémentaires perçus en 2021 au titre de 2020). Depuis 2022 (année N), Bordeaux Métropole voit le montant de cette fraction de TVA évoluer de la dynamique de TVA effective entre l'année N-1 et l'année N. En 2024, Bordeaux Métropole a donc perçu une fraction de TVA indexée de la dynamique effective de la TVA entre 2023 et 2024.

Depuis 2023, avec la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), Bordeaux Métropole perçoit une nouvelle **fraction de TVA nationale** en compensation de cette nouvelle suppression. Cette nouvelle fraction de TVA reçue comprend 2 parts :

- une part fixe qui correspond à la moyenne des montants de CVAE et de ses compensations effectivement perçues par Bordeaux Métropole en 2020-2021-2022 et qui auraient perçues en 2023 ;
- une part variable dans un fonds national d'attractivité économique des territoires qui est indexée.

La fiscalité indirecte et les autres fiscalités regroupent la taxe de séjour, le reversement du prélèvement sur les jeux et les paris hippiques ainsi que l'affectation à la Métropole du prélèvement opéré sur les communes pour insuffisance de logements sociaux (article 55 de la loi Solidarité renouvellement urbain - SRU).

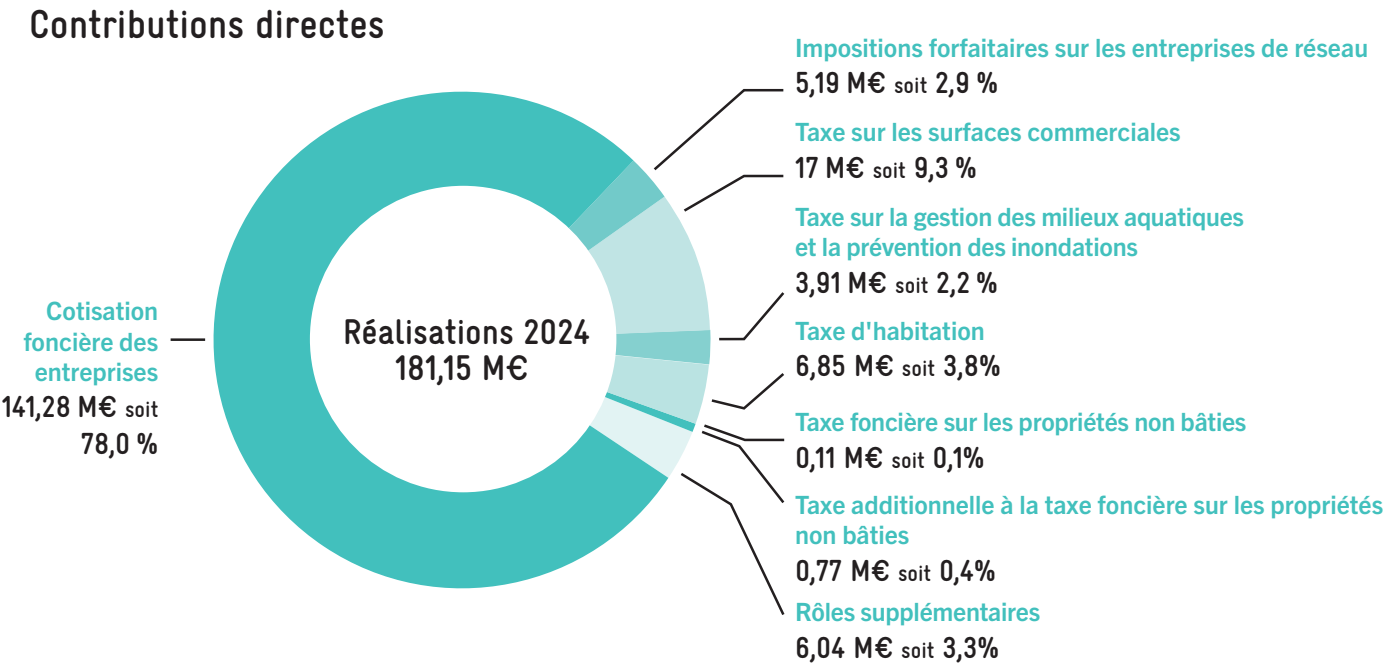
Les allocations compensatrices versées par l'État sont réparties entre les allocations « ancien régime » avec les compensations relatives à la contribution économique territoriale (CET), aux taxes foncières sur les propriétés non bâties et, à compter de 2021, la compensation de CFE suite à l'abattement de 50 % de la valeur locative des locaux industriels, les allocations compensatrices « nouveau régime » avec la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR).

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ainsi que le versement mobilité (VM) constituent la **fiscalité «affectée»** perçue par la Métropole.

Par ailleurs, au titre des dotations versées par l'État, Bordeaux Métropole perçoit la dotation globale de fonctionnement (DGF), la dotation générale de décentralisation (DGD) « transports scolaires ».

Recettes fiscales et dotations (en M€)	2023	2024	Évolution de 2023 à 2024 (réalisé)	
	Réalisé	Réalisé	en valeur	en %
Contributions directes (CFE, CVAE, IFER, TASCUM, TH, TFPNB, TA-TFPNB et rôles supplémentaires)	167,70	181,15	13,45	8,02 %
Fraction compensation, TFPB, substitution TH résidence principale	133,55	133,51	-0,04	-0,03 %
Fraction de TVA (en compensation de la suppression de la CVAE)	84,63	84,57	-0,06	-
Fiscalité indirecte et autres fiscalités (Taxe de séjour, jeux et paris hippiques et prélèvement SRU)	11,82	12,26	0,44	3,72 %
Allocations compensatrices versées par l'État	124,73	127,10	2,37	1,90 %
Fiscalité affectée (TEOM, rôles supplémentaires de TEOM, VT et compensation VT)	329,94	344,85	14,91	4,52 %
Dotations (DGF et DGD)	146,13	144,76	-1,37	-0,94 %
Total des recettes fiscales et dotations	998,50	1 028,20	29,70	2,97 %

En 2024, les **contributions directes s’élèvent à 181,15 M€**. Elles ont augmenté de **8,02 %**, soit en valeur **13,45 M€**. Cela s’explique essentiellement par la **revalorisation des bases et les évolutions tarifaires sur les locaux professionnels** (+ 3,15 M€), la **variation physique des bases nette positive** (+ 4,04 M€), le produit de la taxe sur les surfaces commerciales **TASCUM** (+ 2,48 M€), le produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau **IFER** (+ 0,24 €), le produit de Taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations **TGEMAPI** (+ 3,9 M€) et des **rôles supplémentaires** (- 0,37 M€).

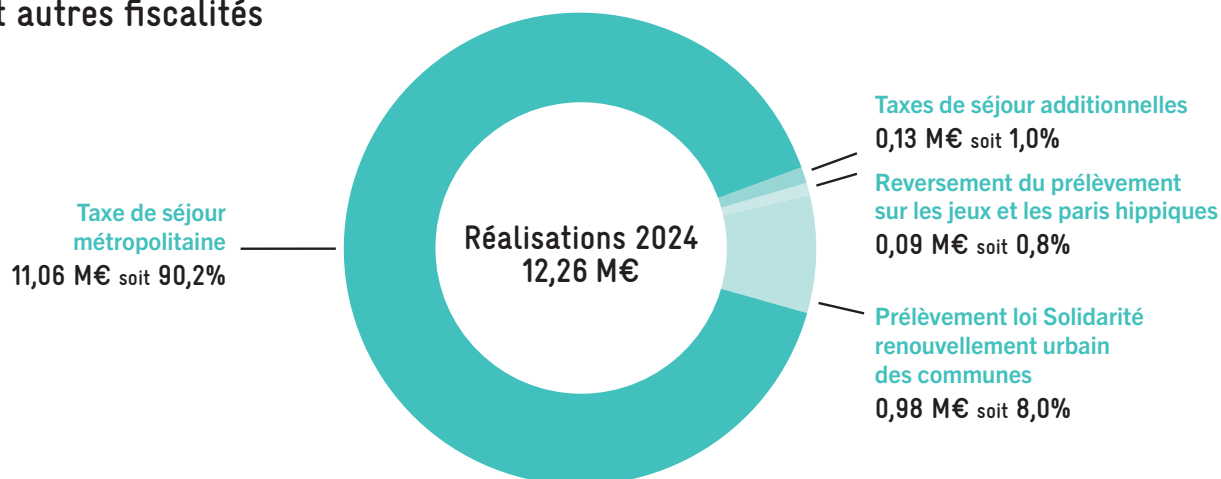


En remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THrp), Bordeaux Métropole perçoit depuis 2021 une **fraction de TVA nationale**.

En 2023, le montant perçu de **133 M€** correspond à la perte de THrp constatée en valeur 2021 indexée de l'évolution positive la TVA nationale nette entre 2023 et 2024 (soit +0,84 % en variation à fin 2024), cela représente 9,61 % des recettes réelles de fonctionnement récurrentes.

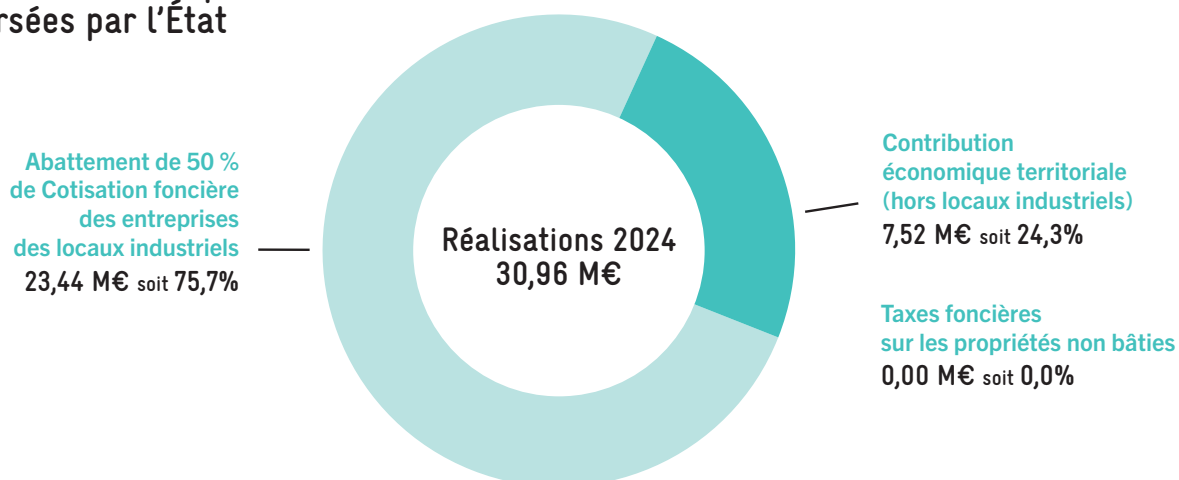
Les produits de la **fiscalité indirecte** représentent **12,26 M€** en 2024 soit une progression de **3,72 %** par rapport à 2023, dont **0,51 M€ de taxe de séjour** supplémentaire.

Fiscalité indirecte et autres fiscalités



Les **allocations compensatrices** versés par l'État s'élèvent au total à **30,96 M€**, avec comme éléments majeurs en 2024 : la compensation d'exonération de base minimum de CFE pour les redevables réalisant un montant de chiffre d'affaires ou de recettes inférieur à 5 000 € (instituée par l'article 97 de la loi de finances pour 2018). En 2024, cette compensation progresse de **0,98 M€** (7,35 M€ en 2024 pour 6,37 M€ en 2023) et la perception sans minoration de **la compensation de CFE au titre de l'abattement de 50 % des locaux industriels** (+1,68 M€).

Allocations compensatrices versées par l'État



Le Versement Mobilité (VM)

Sur la base du taux de 2 % qui s'applique depuis 2011 sur le territoire de la métropole, le produit du VM s'élève en 2024 à 240,91 M€ et la compensation versée par l'État pour relèvement du seuil d'assujettissement de 9 à 11 salariés à 1 M€, **soit un produit total de 241,91 M€**, en hausse de 4,62 % par rapport à 2024.

Versement Transport **240 909 693 €**,
en augmentation de **4,64 %**

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

En 2024, le produit de la TEOM s'est élevé à **102,94 M€**, contre 98,73 M€ en 2023, **soit une augmentation de 4,27 %** (+2,14 % en 2023).

Cette augmentation de **4,22 M€** découle essentiellement de la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales de **3,9 %**, **soit + 3,13 M€** ainsi que de la variation physique des bases servant d'assiette à la TEOM pour **+ 1,22 M€**.

Recette TEOM : **102 944 344 €**,
en hausse de **4,27 %**

Des dotations de l'État en légère diminution

Le produit des dotations versées par l'État en 2024 représente au total **146,76 M€**, dont 140,98 M€ de Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et 3,77 M€ de dotations générales de décentralisation (DGD) « transports scolaires ». **Ces dotations diminuent de 0,94 %** par rapport au total versé en 2023 (146,13 M€).

Hors attributions de compensation de fonctionnement reçues, dans l'ensemble contributions directes/ Dotation globale de fonctionnement/ Fractions de TVA, la part de la dotation globale de fonctionnement (DGF) diminue passant de 37,52 % en 2015 à 26,64 % en 2024, ce qui traduit tout à la fois une moindre dépendance de la Métropole vis-à-vis des dotations de l'État, un moindre lien avec l'économie du territoire (la TVA se substituant aux contributions directes) et la baisse du soutien de l'État malgré le dynamisme de sa population (+74 511 habitants DGF sur la période 2017-2024).

La baisse de la DGF s'élève à -1,38 M€, elle se décompose essentiellement en :

- **une progression** nette de la **dotation d'intercommunalité** de **0,45 M€** du fait essentiellement de la dynamique de population (+ 12 751 habitants DGF),
- **une minoration** de la **dotation de compensation** de **1,82 M€**.

Comme les années précédentes, cette minoration finance la péréquation horizontale et vient abonder principalement les dotations de solidarité urbaine et dotation de solidarité rurale.

Augmentation des recettes du réseau TBM

Au budget annexe Transports, **les recettes de transport de voyageurs (réseau TBM)** exécutées s'établissent à **96,50 M€** (y compris les soldes des rattachements de produits), soit une augmentation de 10,72 % par rapport au montant qui avait été exécuté au compte administratif 2023 (87,26 M€). La constante progression des recettes démontre une réelle dynamique de la fréquentation du réseau.

Le montant définitif des recettes du réseau TBM sera arrêté à l'issue des opérations de clôture annuelle des comptes 2024 de la délégation de service public de transport de personnes, actuellement en cours d'élaboration.

Important : la diminution affichée de 11,13 % des recettes de transport de voyageurs (réseau TBM) est purement faciale puisque l'année dernière en plus des 87,16 M€ se rajoutait des recettes à hauteur de **21,33 M€** liées à l'**exploitation du réseau et à des effets de régularisation réalisés dans le cadre du décompte général du précédent contrat de délégation de service public** (soit un montant global en 2023 de 108,59 M€).

Recettes du réseau TBM : **96 498 242 €**
en progression de **10,72 %**

Des cessions en net recul

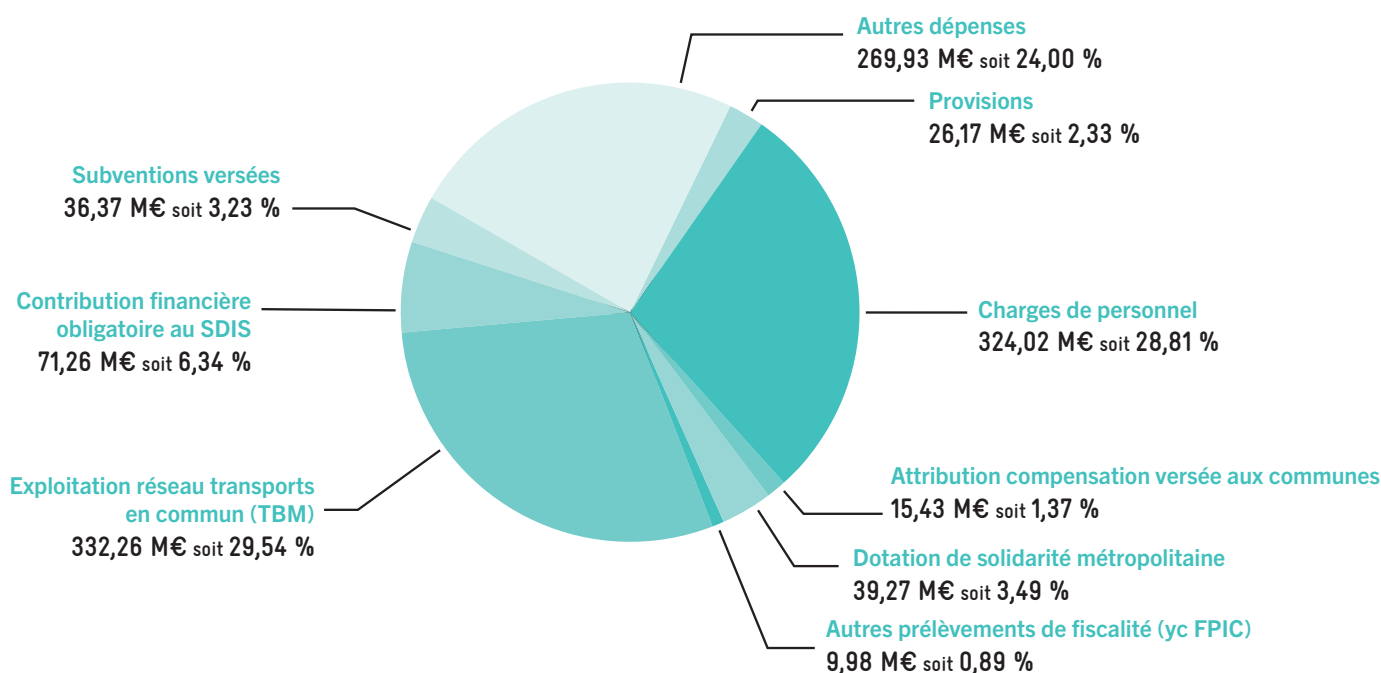
Parmi les recettes non récurrentes, les cessions d'actifs baissent fortement de 46,74 % avec **9,81 M€** au cours de l'exercice 2024 (18,42 M€ en 2023).

Il s'agit essentiellement de parcelles vendues sur la commune de Blanquefort à la société Bardinnet, lui permettant ainsi de construire un nouveau site de production et de logistique d'un montant de 1,73 M€ ; l'équivalent de **0,93 M€** de biens mobiliers cédés auprès du Commissariat aux Ventes dans le cadre d'enchères publiques ou de remboursements de sinistres versés par des compagnies d'assurances ; la vente dans le cadre de la politique foncière métropolitaine, d'un immeuble situé rue Georges Clémenceau à la ville du Haillan, en vue de la réalisation d'un équipement public communal d'un montant de 0,87 M€ ; **0,71 M€** concernant la valeur d'un terrain, sur la commune de Pessac Avenue Bougnard, ayant fait l'objet d'un échange avec une autre parcelle dans la même avenue appartenant à la société Villa 56. Cet échange permet de créer une marge de recul aménagée en espace vert entre les futures constructions du projet PAE du Pontet et la ligne de tramway ; **0,61 M€** pour la vente dans le cadre de la politique foncière métropolitaine, d'un terrain nu à la ville de Mérignac, en vue de la réalisation d'un projet de réalisation d'équipements sportifs communaux ; **0,56 M€** pour un terrain vendu, à Blanquefort, à La Toque Cuivrée ; **0,48 M€** pour un terrain vendu, rue Jean Duvert à Blanquefort, à La Holding Laplacette.

Des dépenses de fonctionnement en augmentation

Hors frais financiers (34,37 M€) et hors dotations aux provisions (26,17 M€), elles s'élèvent à **1 124,69 M€** en hausse (+ 6,33 %) par rapport à l'année précédente (1 033,17 M€). Avec un patrimoine croissant à entretenir et les effets de l'inflation, les dépenses de fonctionnement continuent de progresser à l'instar notamment des charges d'exploitation du réseau des transports en commun qui s'accroissent de 19,54 M€ (+ 62,73 M€ l'année précédente), et de façon générale des services urbains (eau et déchets). Les dépenses de personnel progressent aussi de 24,72 M€ (+18,48 M€ en 2023), sous l'effet principal de la revalorisation salariale et du régime indemnitaire, ainsi que de la mise en œuvre de la protection sociale complémentaire. Il en est de même des autres charges à caractères général qui progressent de 26,37 M€ (+26,96 M€ en 2023). Les subventions versées connaissent aussi un rebond de près de 3,07 M€ (- 6,77 M€ l'année dernière).

Ventilation des dépenses de fonctionnement hors frais financiers (1 124,69 M€)



Des charges de personnel en hausse de 8,26 %

Les **charges de personnel** se sont élevées à **324,02 M€** en 2024, + 24,72 M€ par rapport à 2023, soit une progression de **8,26 %**. Elles représentent **27,95 % des dépenses réelles de fonctionnement** de l'établissement (28,03 % en 2023).

Cette dynamique d'augmentation est notamment la conséquence des mesures nationales statutaires de rattrapage du pouvoir d'achat dans le contexte d'inflation intervenu dès 2022.

Au titre de 2024, les mesures nationales ont impacté les dépenses de la collectivité de près de 5 M€ soit 1/5^e de l'augmentation globale constatée, cumulant les effets en année pleine des mesures intervenues à l'été 2023, notamment **les revalorisations du point d'indice et des grilles de catégorie B et C** pour 2,2 M€ ; ainsi que la revalorisation générale de + 5 points d'indice pour l'ensemble des agents publics à compter du 1^{er} janvier 2024 pour un coût de 2,5 M€.

L'année 2024 a été également marquée par la mise en œuvre de la protection sociale complémentaire (PSC) au bénéfice des agents métropolitains avec une complémentaire santé et une couverture prévoyance à adhésion obligatoire

à compter du 1^{er} janvier. Ce dispositif succède au régime facultatif qui préexistait sur la santé. Le coût de ce dispositif s'élève à 4 M€. L'adhésion obligatoire à la complémentaire santé a permis un élargissement du nombre de bénéficiaires et donc du taux de couverture. Désormais, tous les agents, y compris les agents temporaires, cotisent à la complémentaire.

Le chantier de refonte du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (dit RIFSEEP) délibéré en 2023 a impacté le budget 2024 dans son extension en année pleine, notamment la mise en œuvre de l'alignement des montants entre les différentes filières de la catégorie A, une revalorisation au bénéfice des agents des catégories B et C et l'introduction de l'indemnitaire de grade. Au global, le coût des nouvelles mesures s'élève à près de 3,5 M€ pour 2024.

La croissance des effectifs permanents est plus soutenue que les exercices antérieurs à hauteur de 3,7 %. Elle traduit l'accélération des recrutements décidés notamment à la mise en œuvre du Codev 6 complétés de postes financés via les révisions de niveaux de services des communes.

Le cycle 8 de mutualisation, issu des effectifs des villes de Bruges, Cenon, Artigues et Mérignac est valorisé à 0,4 M€ et a concerné 7 ETP. Bordeaux Métropole poursuit son engagement en matière de politique d'insertion, notamment en matière d'apprentissage en consacrant plus de 1,75 M€ à ce dispositif. Avec 125 apprentis recrutés au sein des services, les dépenses ont ainsi progressé de 20 %.

Après une année de baisse, le taux d'absentéisme pour raison médicale repart à la hausse en 2024, pour s'établir à 9 %, soit une hausse de 0,14 % par rapport à 2023 (8,86 %).

Bordeaux Métropole obtenu en 2019 les labels « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité » délivrés par l'association française de normalisation (Afnor) et a fait le choix de déposer une nouvelle candidature au double label en juin 2023. Les conclusions de l'audit de renouvellement ont été positives et les Labels Diversité et Égalité ont été confirmés respectivement en mai et septembre 2024, pour une nouvelle durée de 4 années.

Bordeaux Métropole continue d'assurer son rôle de redistribution

Les **dépenses dites de « redistribution » brutes** de fonctionnement, composées des versements au titre de l'Attribution de Compensation (**AC**), de la Dotation de solidarité métropolitaine (**DSM**), s'élèvent à **54,7 M€** (contre 53,92 M€ en 2023), dont **15,43 M€ au titre des AC** en fonctionnement et **39,27 M€ de DSM** versées aux communes par Bordeaux Métropole.

En y intégrant également **la part métropolitaine du FPIC (7,88 M€)**, les **dépenses brutes totales de redistribution s'élèvent à 62,59 M€** (61,79 M€ en 2023, 60,65 M€ pour 2022, 61,06 M€ en 2021, 60,71 M€ en 2020, 59,77 M€ en 2019, 58,65 M€ en 2018, 58,44 M€ en 2017, 63,90 M€ en 2016 et 93,31 M€ en 2015).

Elles représentent **5,56 % des dépenses hors frais financiers** (contre 5,78 % en 2023).

Concernant les AC, **les mécanismes financiers mis en place dans le cadre de métropolisation ont conduit la majorité des communes à verser une AC à la Métropole à compter de 2016, alors qu'elles en recevaient une jusqu'en 2015.**

En 2024 tout comme l'année précédente, Bordeaux Métropole a reçu de 20 communes une AC en fonctionnement de 112,04 M€, et inversement, a payé 15,43 M€ d'AC aux 8 autres communes, soit une recette nette d'AC en fonctionnement de 96,60 M€ reçue par notre Établissement.

S'agissant de la **DSM (39,27 M€)**, elle **augmente de 2,53 % par rapport à l'année précédente, et représente l'équivalent de 45,82 €/hab versés en 2024.**

Une métropole solidaire de ses communes : **45,82 €/hab** reversés par Bordeaux Métropole en 2024 aux communes membres au titre de la Dotation de Solidarité Métropolitaine (DSM)

Concernant le **FPIC**, le prélèvement opéré sur l'ensemble intercommunal (28 communes + Bordeaux Métropole) s'est élevé à **- 13,93 M€** (-13,34 M€ en 2023), dont **- 7,88 M€ mis à la charge de Bordeaux Métropole** (-7,87 M€ en 2023) et **- 6,04 M€** à celle des communes membres (- 5,47 M€ en 2023).

Par ailleurs, le droit commun exonère de contribution les communes les plus fragiles. En 2024, cette exonération est totale pour toutes les communes en dotation de solidarité urbaine cible (DSU cible) et les 2 500 premières communes à la dotation de solidarité rurale cible (DSR cible).

Bordeaux Métropole a ainsi pris en charge intégralement les contributions au FPIC des communes de Cenon (- 0,18 M€) **et Lormont** (- 0,17 M€) du fait de leur éligibilité à la DSU cible, soit un montant total de **- 0,36 M€ intégré dans ce prélèvement de - 7,88 M€.**

Une métropole solidaire contribuant à la péréquation nationale en faveur des territoires disposant de moins de ressources : **7,88 M€** reversés

Des dépenses du réseau TBM en hausse

Au titre de la gestion du **réseau des transports en commun TBM**, les mouvements relatifs à la **contribution forfaitaire d'exploitation (CFE et CET)** versée au délégataire KBMM, comptabilisés sur l'exercice 2024 s'établissent à **332,26 M€**, constituant 1^{er} poste de dépenses de fonctionnement avant les dépenses de personnel. En première lecture, l'impact comptable de l'exploitation du réseau est en hausse de **6,25 %** par rapport au montant exécuté en 2023 de 312,72 M€.

Le **développement de l'offre de service proposé** au sein du nouveau contrat de délégation de service public ainsi que la **très forte hausse des indices** (énergétiques notamment) expliquent cette forte variation.

Le **montant définitif des dépenses versées** au délégataire KBM **sera arrêté** à l'issue des opérations de **clôture annuelle des comptes 2024** de la délégation de service public de transport de personnes, actuellement en cours d'élaboration.

Une contribution obligatoire au budget du SDIS encadrée par la loi

Concernant la défense contre l'incendie, la **contribution obligatoire au SDIS** (service départemental d'incendie et de secours de la Gironde) s'est élevée à **71,26 M€**. Elle augmente de 6,39 % par rapport à 2023 (66,78 M€).

Des dispositifs de soutien aux acteurs économiques augmentent en soutien aux acteurs publics et privés

Le montant des **subventions versées aux organismes publics et aux associations** a augmenté (+ **9,21 %**) à hauteur de **36,37 M€** par rapport aux versements de 2023 (33,30 M€).

Cette augmentation de 9,21 % constatée en 2024 s'explique principalement par la hausse des subventions versées aux organismes publics telles que le RER Métropolitain, METPARK et la participation GEMAPI ainsi que les nouveaux dispositifs comme les aides aux cimetières communaux ou à l'industrie créative et au cinéma.

En 2023, Bordeaux Métropole a réceptionné **804 demandes de subventions** pour une aide au fonctionnement ou à l'organisation de manifestations et actions spécifiques, soit une augmentation de 14 % par rapport à 2023 (708 demandes).

En 2024, les subventions aux organismes de droit privé associations, entreprises et particuliers (22,23 M€) représentent 61 % des subventions de fonctionnement mandatées sur l'exercice. Le montant des subventions versées aux associations en 2024 s'élève à 21,57 M€, que ce soit au titre d'acomptes de subventions attribuées en 2024 ou de soldes de subventions versées antérieurement. Elles sont stables par rapport à 2023 (21,64 M€ en 2023).

Les subventions aux entreprises sont en augmentation en 2024 notamment avec l'aide à l'industrie créative et au cinéma (au global 0,65 M€ en 2024 contre 0,19 M € en 2023).

Les dépenses courantes de fonctionnement en hausse

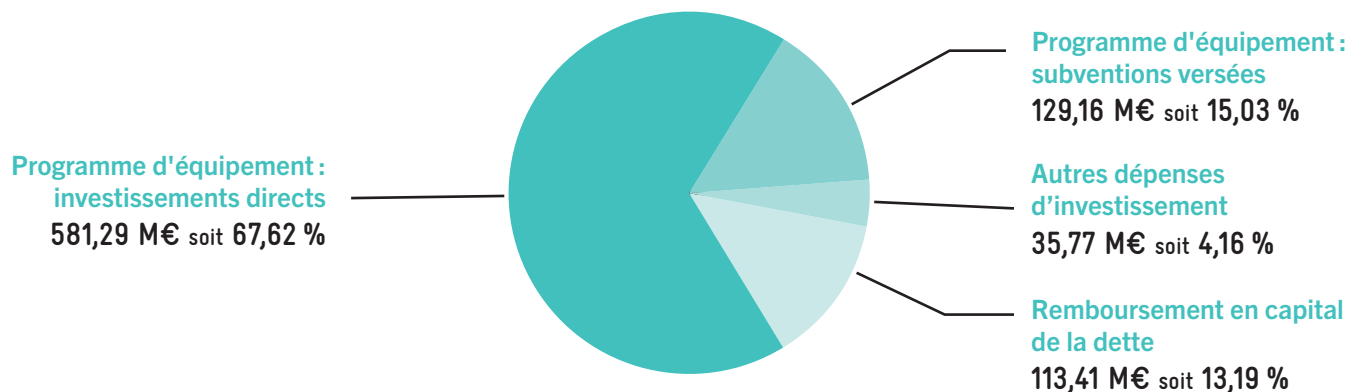
Tous budgets confondus, les **dépenses courantes de fonctionnement** (énergie, fournitures, prestations de services, locations, entretien, maintenance, honoraires, gardiennage...), s'élèvent à **190,49 M€**. Elles sont en hausse de **1,85 %** par rapport à 2023 (187,03 M€).

Parmi ces dépenses, figurent, **29,04 M€ de dépenses d'énergie, de fluide et de fournitures, 44,78 M€ de prestations d'entretien et de réparation, 15,50 M€ de remboursement de frais** dont 6,8 M€ remboursés aux communes dans le cadre des conventions de délégation de service pour l'exercice des missions propreté, plantations et mobilier urbain, **15,17 M€ de locations et charges locatives** et **19,96 M€ de prestations de services**.

Les dépenses réelles d'investissement poursuivent leur progression, sous l'effet du dynamisme du programme d'équipement

En 2024, le montant total des dépenses d'investissement continue sa progression avec un volume de **859,63 M€**, soit une augmentation de **3,77%** par rapport à l'année dernière.

Ventilation des dépenses d'investissement (859,63 M€) :



Hors remboursement de la part en capital de la dette (113,41 M€ en 2024 contre 96,95 M€ en 2023), les **dépenses d'investissement** représentent **746,22 M€**, en progression de **2,02%** (après +15,97% l'année précédente), provenant d'une nouvelle dynamique du programme d'équipement⁴ (+6,05%) porté avant tout par les subventions d'équipement versées, en progression à elles seules de 31,16%. S'ajoutent les dépenses d'immobilisations financières dont le volume baisse et qui passe de 33,10 M€ en 2023 à 9,73 M€ au cours de 2024.

Les dépenses réelles d'équipement, y compris les subventions d'équipement et fonds de concours, s'élèvent à 710,45 M€ (669,90 M€ en 2023), ce qui représente une hausse en volume de 40,55 M€, (soit +6,05%).

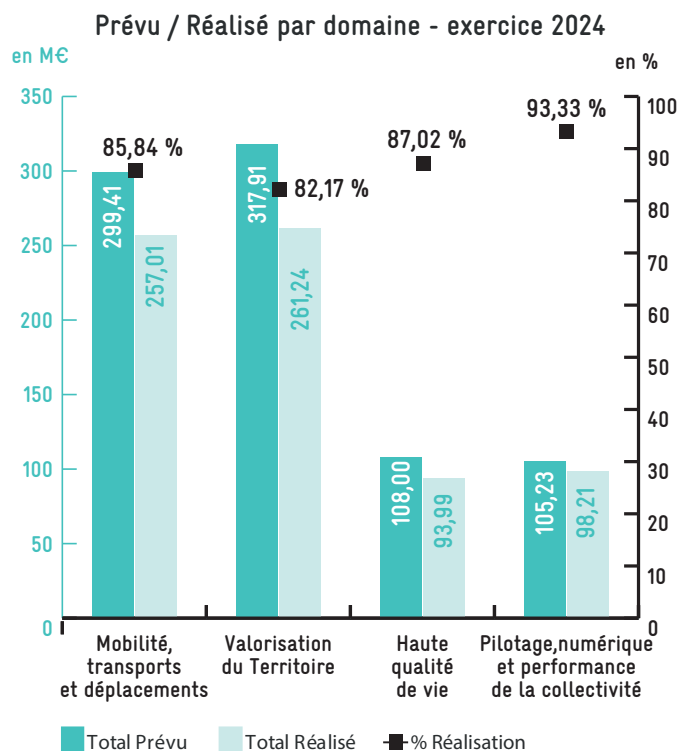
Le rythme des investissements de l'année 2023, se poursuit sur l'année 2024, avec un accroissement des subventions versées et une croissance des dépenses d'équipements moindre qu'en 2023 (1,73% en 2024 contre 22,11% en 2023).

La réalisation des crédits votés

Le pourcentage des **crédits mandatés** ressort à **85,54%** en 2024, en augmentation de **9,42 points** par rapport à 2023 qui était de 76,12% avec un taux proche quelle que soit la nature des investissements.

Ainsi le **taux de réalisation des investissements directs** progresse à **85,64%**, soit **7,46 points**, alors que le **taux de réalisation des investissements indirects** augmente avec **21,02 points** (**87,07%** en 2024 contre 66,05% en 2023). Même si notre Établissement a peu de maîtrise sur les appels de fonds de ces participations, il n'en demeure pas moins que leur évolution vient impacter le taux de réalisation 2024.

Au cours de l'exercice 2024, tous budgets confondus, le taux de réalisation de **85,54%**, se répartit par grande politique de Bordeaux Métropole de la manière suivante :



• Dépenses d'équipement en 2024 : **710 449 276 €**

• **4,5 Md€** de dépenses d'équipement mandatées depuis 2017

⁴ Les dépenses d'équipement regroupent les chapitres 20,21, 204 et 23.

Le programme d'équipement par grande politique

En millions d'euros	Montants réalisés 2024	Part du réalisé dans le total 2024 en %
Haute qualité de vie	93,99	13,23 %
Pilotage, numérique et performance de la collectivité	98,21	13,82 %
Mobilité, transports et déplacements	257,01	36,18 %
Valorisation du territoire	261,24	36,77 %
TOTAL	710,45	100,00 %

Durant l'exercice 2024, près de 72,95 % (77,23 % l'année précédente) des dépenses du programme d'équipement, investissements directs et indirects confondus, se sont concentrées sur 2 domaines d'activité, à savoir :

- La politique **Valorisation du territoire**, cumulant **36,77 % des dépenses d'équipement 2024** (261,24 M€),
- La politique **Mobilité, transports et déplacements** avec plus de **36,18 % des dépenses d'équipement 2024** (257,01 M€).

Mobilité, transports et déplacements (257,01 M€)

Le domaine **itinéraires et voies** globalise **143,02 M€** d'investissements, ce qui représente 55,64 % des investissements 2024 du domaine, parmi lesquels :

- Les dépenses d'aménagements **voirie de proximité** ont représenté **58,21 M€** en 2024, en hausse de 32,9 % par rapport à 2023 (43,8M€). Les réalisations **du FIC (fonds de proximité voirie)** atteignent **48,69 M€** contre 35,01 M€ en 2023 et les **dépenses d'aménagements de proximité** s'établissent à **4,7 M€** (après 2,61 M€ en 2023),
- **35,95 M€** de dépenses pour **l'entretien et la réhabilitation des ponts**, et notamment 32,84 M€ de dépenses pour la construction du Pont Simone Veil, pour terminer la poursuite des travaux de construction de l'ouvrage,
- **17,26 M€** de contribution aux **travaux d'aménagement de voirie intercommunale**,
- **11,02 M€** pour les **opérations de renouvellement de mobilier urbain et de plantations**,
- **3,81 M€** pour les opérations de modernisation des armoires de contrôle, de mise en conformité et la politique de suppression des **carrefours à feux**,
- **1,5 M€** de contribution aux **travaux d'amélioration de la rocade**, conformément au partenariat signé avec l'État, avec la poursuite de la mise à 2x3 voies (travaux entre les échangeurs n°7 et 5).

Les **transports en commun** concentrent près de 39,09 % des investissements 2024 du domaine, soit **100,46 M€** (159,20 M€ en 2023), avec principalement :

- **32,9 M€** pour les travaux du projet de **bus express entre Saint-Aubin de Médoc et la gare de Bordeaux** ;

- **18,89 M€** pour financer les opérations liées à la mise en œuvre du **RER métropolitain** (étude de préfiguration, Axe Libourne-Arcachon, PEM Talence Médoquine, ...) ;
- les travaux de **restructuration du dépôt de bus Lescure** et de **création d'un 3^e dépôt** ont mobilisé une enveloppe de **13,29 M€** ;
- **6,71 M€** pour financer les **opérations de maintenance** nécessaires au bon fonctionnement du tramway (réparation de rail, reprise des carrefours APS, travaux hydrauliques sur les ponts tournants,) ;
- **6,58 M€** pour finaliser les marchés liés à l'**amélioration de la desserte de l'aéroport** ;
- **3,2 M€** pour financer les études relatives aux **7 prochaines lignes de bus express** ;
- **2,74 M€** de dépenses affectées à l'**amélioration de la vitesse commerciale du réseau de bus**.

Les **déplacements et stationnement** ont donné lieu à **13,53 M€** de dépenses, dont principalement :

- **4,67 M€** ont été mobilisés pour le déploiement du **Plan marche**. La poursuite des études et la mise en œuvre des premiers travaux du **Réseau Vélo Express (ReVE)** ont également mobilisé **4,38 M€** de crédits ;
- La **mobilité électrique** aura mobilisé une enveloppe de **1,62 M€** pour notamment accompagner le déploiement de nouvelles bornes de recharge électrique conformément à la dynamique impulsée par le Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge de Véhicule Électrique.

Valorisation du territoire (261,24 M€)

Les dépenses d'équipement effectuées au sein de la politique **Valorisation du territoire** ont été principalement destinées à **l'habitat, le logement et le renouvellement urbain** avec 29,76 % des dépenses totales de la politique Valorisation du territoire (contre 23,11 % en 2023) et à **l'aménagement urbain et patrimonial** avec 25,11 % (29,43 % l'année dernière), suivi par la **croissance des entreprises et du territoire** comptabilisant 14,71 % des dépenses (9,48 % en 2023), la **politique foncière** avec 10,92 % (17,55 % en 2023), le **rayonnement métropolitain** avec 5,96 %, mais aussi les **grandes infrastructures** avec 5,21 %.

L'habitat, le logement et le renouvellement urbain concentrent **77,76 M€** de dépenses, dont :

- **52,83 M€** au titre des **soutiens à l'habitat** (36,48 M€ en 2023 soit + 45 %) dont :
 - Près de **29 M€** (+38 %) pour le développement de l'offre sociale du parc public avec 3 536 logements agréés (2 896 en 2023 soit +22 %) dont 16 % pour les plus modestes, 59 % des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage directe des bailleurs, 466 logements financés pour des réhabilitations et 53 demandes de financement au titre du Prêt taux zéro de Bordeaux Métropole (787 depuis 2016). En 2024, ont ainsi été versés près de 15 M€ au titre des aides à l'équilibre d'opération et 6,4 M€ au titre de la délégation des aides à la pierre. Aquitanis a bénéficié de 6,5 M€ d'aides notamment pour la réhabilitation du parc. 330 k€ ont été versés au titre du PTZ,
 - Près de **20 M€** (21,3 M€ en intégrant les aides du plan climat logement-copropriétés) au titre de l'amélioration durable du parc privé avec 1 781 logements agréés dont 1 423 en copropriétés et 6 dispositifs d'amélioration de l'habitat sous maîtrise d'ouvrage de la métropole (PIG, l'OPAH du Burck à Pessac/Mérignac, l'OPAH copropriétés dégradées Bordeaux, l'OPAH copropriétés multisites (Bordeaux, Floirac, Le Bouscat), le POPAC métropolitain et le plan de sauvegarde de Palmer soit 3 M€) et une très forte montée en puissance de la délégation des aides à la pierre de type 3 (13 M€) et la concession d'aménagement du centre ancien de Bordeaux (3,25 M€),
 - **4,7 M€** au titre des actions en faveur des gens du voyage et de l'habitat solidaire avec notamment la livraison de l'aire de grand passage de Mérignac (200 places), les travaux de réhabilitation lourde de l'aire permanente de Villenave-d'Ornon (30 places). Par ailleurs les expérimentations d'ETI et LTI ont mobilisé 147 k€ avec fin 2024 217 places en LTI en service dans 30 biens métropolitains et 32 unités de vie de 97 places en ETI.

- **24,93 M€** de dépenses réalisées dans le cadre de la **politique de la ville** (18,12 M€ en 2023), dont 920 k€ versés aux partenaires des contrats de ville et 24 M€ pour favoriser le renouvellement urbain avec notamment :

- **6,2 M€** pour la rénovation de Bordeaux les Aubiers avec les premières réalisations d'espaces publics, la livraison du groupe scolaire, le démarrage de la construction du siège de la CPAM et la démolition de la dalle d'Aquitanis ;
- **5,5 M€** pour le quartier Avenir à Bassens et le démarrage des travaux de voiries et de réhabilitation des logements ;
- **3,5 M€** de participations ont été versés aux bailleurs en soutien de leur opérations de démolition, réhabilitation et renouvellement de l'offre sur les projets de renouvellement urbain
- **3,44 M€** pour l'opération Benauges-Joliot Curie sur les 3 villes de Cenon, Bordeaux et Floirac avec la poursuite de la réhabilitation de la cité blanche, la réhabilitation de la tour Epicéa et la poursuite de la démolition des tours Sellier et de la passerelle piétonne boulevards ;
- **1,3 M€** d'action d'accompagnement pour Floirac Dravemont le démarrage de la construction de la halle commerciale et la démolition de la résidence Clos des Vergnes et de l'école Camus ;
- **1,06 M€** pour le quartier Carriet à Lormont avec en sus des travaux d'espaces publics suite à la fin des relogements sur le Haut Carriet l'engagement des démolitions ;
- **0,78 M€** pour Cenon Palmer avec la poursuite des travaux d'espaces publics et la démolition de 180 logements et la réhabilitation de 816 logements par Domofrance ;

L'aménagement urbain et patrimonial comptabilise **69,33 M€** de dépenses réalisées en 2024, avec notamment :

- **17,5 M€** de participation à l'équilibre et à la réalisation d'ouvrages (équipements publics), selon le traité de concession d'aménagement avec la SPL La Fab, dont **8,6 M€** destinés à l'opération « **Mérignac-Soleil** », **3,7 M€** pour l'opération sur le centre-ville du Haillan, **2,9 M€** pour l'opération Bruges Terrefort et **1,6 M€** pour le groupe scolaire de l'opération Cœur de ville à Gradignan. À ces sommes s'ajoutent le financement des études pré-opérationnelles au titre du programme **Habiter, s'épanouir** et du programme **Entreprendre, travailler**, versés à la SPL La Fab soit **4,26 M€**,
- **15,67 M€** ont été versés dans le cadre de l'OIN dont 2,46 M€ pour le protocole partenarial, 6,6 M€ selon le protocole cadre portant sur la réalisation de la **ZAC Garonne-Eiffel** (en recettes l'encaissement de la participation de la ville de Bordeaux au titre du Groupe Scolaire Marie de Gournay 2,3 M€) et 6,6 M€ au titre du protocole de la **ZAC Saint Jean Belcier**,
- **9,4 M€** de dépenses d'acquisitions de fonciers, d'études, d'aménagements d'espaces et équipements publics y compris du groupe scolaire 1 livré à la rentrée 2024 (pour 4,7 M€) sur le **secteur Brazza**,

- **5,47 M€** ont été versés pour la **ZAC Bastide Niel** dont près d'1 M€ à la SNCF au titre de la reconstitution d'offre dans le cadre des acquisitions du faisceau ferroviaires et 4,47 M€ de participation au concessionnaire dans le cadre de l'avenant au traité (délibération 2024-204 du 12 avril 2024),
- **4,47 M€** de travaux concernant le **PAE Bassins à flots** (en recettes la perception de 540 k€ de participation des pétitionnaires et 1,94 M€ de la ville de Bordeaux au titre du groupe scolaire Modeste Testa),
- **Près de 4 M€** au titre des réalisations du PAE Ausone à Bruges et **1,52 M€** pour celui du Chay au Taillan-Médoc (216 k€ de participations encaissées sur ces deux opérations en 2024),

La **croissance des entreprises et du territoire** avec **38,43 M€** et notamment :

- **12,49 M€** pour les dépenses liées à l'**OIM Bordeaux Aéroport** dont **7,66 M€** pour l'acquisition d'îlots foncier dans le cadre de l'opération OIM Bordeaux Aéroport (dont **4,4 M€** pour avenue Touban secteur Drolin à Saint-Médard-en-Jalles),
- **11,17 M€** pour les dépenses liées à l'**OIM Bordeaux InnoCampus** dont **0,28 M€ d'études** (poursuite de l'étude de la maîtrise d'œuvre urbaine et des plans de gestion des compensations environnementales extra-rocade), **3,56 M€ d'acquisitions foncières** (Pessac et Talence, Gradignan Solarium et Avenue Gustave Eiffel notamment), **7,21 M€** pour la poursuite de travaux d'aménagement (passerelle A63, Voie verte et MESIL Paillière Pessac notamment),
- **4,86 M€** dans le cadre d'aménagement de zone d'activité économique,
- **1,79 M€** pour l'acquisition et cessions foncières de zones d'activités,
- **1,7 M€** pour le plan d'action ESS (subventions d'investissement aux structures dont 1M€ pour le financement du village du réemploi solidaire).

La **Politique Foncière**, avec **28,52 M€** de dépenses, avec principalement :

- **7,3 M€** d'acquisitions pour des **réserves foncières** et **19,93 M€** d'**acquisitions immobilières pré-opérationnelles** (dont 18 M€ pour la seule acquisition de l'emprise Cracovie auprès du GPMB). Un rapport de présentation du bilan des acquisitions (et cessions) 2024 est présenté en complément du compte administratif,
- **1,33 M€** de **travaux de démolitions de bâtis** (déconstruction, dépose, dépollution, etc) concernant des parcelles destinées à être mises en réserves foncières.

Le **rayonnement métropolitain** concentre **15,58 M€** de dépenses, dont :

- **4,13 M€** de dépenses liées à l'extension et la rénovation de la Maison des sports les Iris à Lormont ;
- **3,17 M€** de dépenses pour le paiement du Stade Matmut Atlantique ;
- **3,08 M€** de soutien aux **équipements nautiques communaux** (Piscine du Grand Parc à Bordeaux, Pessac et Lormont) ;
- **1,1 M€** pour le soutien aux centres de formation ;
- **0,75 M€** de dépenses liées à la **restructuration du stade Pierre-Paul Bernard** à Talence.

Il est à noter par ailleurs **13,62 M€** de dépenses en **Grandes Infrastructures** via le financement apporté à la SNCF pour financer des études, des travaux préparatoires et les premières acquisitions foncières du **projet d'Aménagement Ferroviaire Sud Bordeaux (AFSB)**.

L'**Enseignement supérieur, recherche et innovation** a mobilisé **9,93 M€** de dépenses dont **5,68 M€** pour l'aménagement des espaces publics du secteur Montaigne Montesquieu à Pessac, **1,39 M€** de subventions d'investissement pour le CPER 2021-2027, **0,88 M€** pour le pôle de vie Marne, **0,70 M€** pour la participation aux liaisons interquartiers Carrier Université de Bordeaux et **0,56 M€** pour l'aménagement des espaces publics aux abords de la station de tramway François Bordes à Pessac, dépenses d'investissement qui visent à rénover et redynamiser les sites universitaires.

Les dépenses en faveur de la **connaissance et la préservation de la nature** représentent **8,62 M€** consacrées notamment au projet « **1 million d'arbres** » avec **3,06 M€**, **1,7 M€** d'aides versées en **soutien aux projets communaux** (parc des sœurs de la Charité à Bègles, l'aménagement du parc de la Mairie de Cenon ou le parc de Cantefrêne à Ambès pour les plus importants), **1,53 M€** pour les projets d'aménagement de la **Brazzaligne** et du **parc des Jalle**. **1,24 M€** a été consacré aux actions de la **stratégie biodiversité** dont 0,6 M€ pour les compensations et projet de gains écologiques et 0,5 M€ pour les partenariats de recherches et développements avec l'université de Bordeaux, l'INRAE et le CNRS.

Des dépenses concernant l'**attractivité du territoire** à hauteur de **3,2 M€** consacrés à l'offre touristique et notamment 1,40 M€ pour les travaux des pontons et 1,19 M€ dédiés aux investissements des équipements fluviaux.

Pilotage, numérique et performance de la collectivité (98,20 M€)

Ce sont **98,20 M€** consacrés au développement du **numérique et de l'e-administration**, contre 96,28 M€ en 2023.

Les principales dépenses sont : 25,54 M€ afin de maintenir un système d'information commun performant et sécurisé, 8,30 M€ dans le cadre des services à la population et de proximité, 4,02 M€ dans le cadre de l'E-administration, 2,29 M€ affectés au développement urbains et à la qualité de vie.

Près de **47,89 M€** de dépenses liées à la **Performance de la collectivité** (dont 21,27 M€ en aménagements, réparations et réhabilitation des groupes scolaires, 14,42 M€ de travaux dans les bâtiments administratifs, 6,92 M€ en renouvellement de véhicules).

Haute qualité de vie (93,99 M€)

Les dépenses d'équipement effectuées dans le cadre de la politique **haute qualité de vie** se sont réparties entre le domaine de l'**eau et assainissement** (45,11 % des dépenses), la collecte et traitement des **déchets ménagers** (26,06 %), la **prévention des risques** (13,96 %), l'énergie et climat (6,17 %), la **gestion des parcs et du patrimoine arboré** (4,67 %), et les **activités funéraires** (1,11 %).

Parmi les **45,11 M€** de dépenses d'**eau et assainissement** réalisées en 2024 :

- **29,92 M€** pour les **ouvrages d'eaux usées**, dont 25 M€ pour la poursuite de la création et du renouvellement du réseau, 3,9 M€ pour la poursuite de l'opération de raccordement des effluents de la station de Cantinolle sur la station de Lille,
- **Le renouvellement des réseaux d'eaux pluviales** a mobilisé **14,76 M€** dont 9,1 M€ notamment pour le renouvellement du réseau et 1,6 M€ pour la création et développement du réseau.

Sur les **24,5 M€** de dépenses liées à la collecte et traitement des **déchets ménagers** :

- **19,03 M€** de dépenses relatives à l'**acquisition de matériel** (roulant, bacs, bornes enterrées, bennes amovibles, autres.) et notamment pour la collecte des déchets en porte à porte et en apport volontaire ;
- **2,18 M€** consacrés à des dépenses d'aménagement et construction d'équipement de collecte de déchets en porte à porte ;
- **1,19 M€** de dépenses liées à l'aménagement d'équipement collecte en apport volontaire.

Les **13,12 M€** de dépenses liées à la **prévention des risques**, ont été consacrée essentiellement à :

- **3,75 M€** pour la **restauration des ouvrages fluviaux de voirie** (presqu'île d'Ambès, Bègles),
- **3,63 M€** pour la **Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI)**,
- **2,24 M€** pour la construction du **centre d'incendie et de secours de Bordeaux Rive droite** prévu en remplacement de celui de La Benaugue ;
- **1,52 M€** consacrés à la **création ou au renouvellement des hydrants** (bornes incendies).

Avec **5,8 M€** de dépenses liées à l'**énergie et climat**, ont été financés :

- **2,45 M€** de dépenses liées au **Plan climat logements**, avec 1,15 M€ pour les logements individuels 1,3 M€ pour les logements en copropriétés.

Concernant la **gestion des parcs et du patrimoine arboré**, **4,38 M€** ont été dépensés dont :

- **2,87 M€** de dépenses pour l'**acquisition de matériels, de matériels roulants et d'équipements pour les espaces verts**.

Au sein des autres secteurs, il est à noter **0,40 M€** de **travaux d'aménagements du parc cimetière rive gauche**, ainsi que **0,26 M€** pour le **parc cimetière rive droite**.

Augmentation des autres dépenses d'investissements

Elles passent de 61,51 M€ en 2023 à **35,77 M€** au cours de l'année 2024 (-41,85 %).

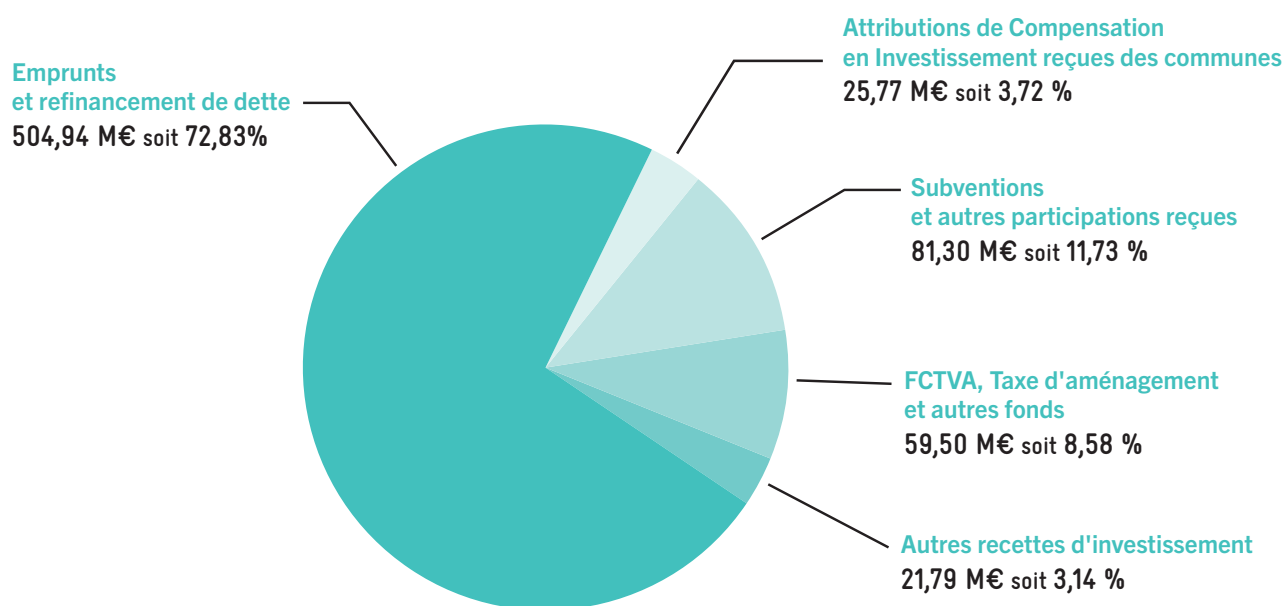
Sont comptabilisés entre autres :

- **10,05 M€** de **versements de taxe d'aménagement et de taxe locale d'équipement aux communes** ;
- **9,73 M€ d'immobilisations financières (33,10 M€ en 2023)** dont 7,7 M€ de l'avance remboursable consentie à la Fabrique de Bordeaux Métropole (La Fab) **au profit d'opérations d'aménagement** (Bègles route de Toulouse et Mérignac Marne) ;
- **15,55 M€** de dépenses effectuées pour le **compte de tiers**.

Hausse des recettes réelles d'investissement, dont une mobilisation d'emprunts en progression

Y compris le résultat d'exploitation affecté en réserves fin 2023 (177,42 M€), les recettes d'investissement s'élèvent au total à 870,72 M€, en augmentation de 33,83 %. Elles comprennent la mobilisation de 504,94 M€ d'emprunts (contre 330 M€ l'année précédente).

Ventilation des recettes d'investissement (hors résultat d'exploitation affecté en réserve) :



Hors résultat d'exploitation affecté en réserves (177,72 M€) et hors emprunts mobilisés (504,94 M€), les recettes réelles de l'année 2024 atteignent **188,36 M€** (- 2,03 % par rapport à 2023) comprenant :

- **41,26 M€** de **FCTVA** versé par l'État au titre des investissements 2022,
- **18,24 M€** au titre des **taxes locales d'équipement et d'aménagement**, soit une diminution de 10,7 % (- 2,19 M€) par rapport à 2023, dont 5,51 M€ de taxe d'aménagement en secteur à taux majoré,
- **25,77 M€** d'**attributions de compensation en investissement (ACI)** reçues des communes,
- **11,02 M€** de **crédits délégués par l'État** pour des actions d'amélioration des logements,
- **8,33 M€** de **recettes d'amendes de police** en hausse de 15,51 % par rapport au produit 2023 (7,22 M€), conséquence de la hausse du montant à répartir (au titre de 2023) et à la hausse du nombre d'amendes recensées en 2022. Pour mémoire, ce produit doit être affecté au financement des opérations d'amélioration des transports en commun et de la circulation routière,
- **7,28 M€** de subvention pour l'**extension des lignes A, B, C** du tramway,
- 4,81 M€ de subvention de l'État pour la **ligne D** du tramway,
- 5,5 M€ de subventions versées pour la construction du **Groupe Scolaire 2** (ZAC Ginko).

Une gestion active de la dette

L'encours de dette s'élève au total à **1 902,41 M€** au **31 décembre 2024**, contre 1 494,72 M€ au 1^{er} janvier 2023, soit une augmentation de 27,30 % qui s'explique par la mobilisation de 504,94 M€ d'emprunts nouveaux en 2024, dont 65 M€ mobilisés pour financer le développement des transports en commun.

La dette métropolitaine présente un **profil très sécurisé** avec 98,50 % de son encours classé sans risque en catégorie 1-A (contre 97,97 % en 2023) et 1,50 % classés 2-B, **elle ne comporte par conséquent aucun risque selon la typologie « Gissler »**. On observe une forte diversification des prêteurs conforme aux objectifs poursuivis, afin de permettre une plus grande souplesse de gestion du stock de la dette. La Banque Postale et l'AFL représente presque 45 % du stock de dette à elles deux. Par ailleurs, la Métropole a également privilégié le financement des projets du pôle mobilité par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) qui reste la plus performante parmi les établissements financiers en termes de coût.

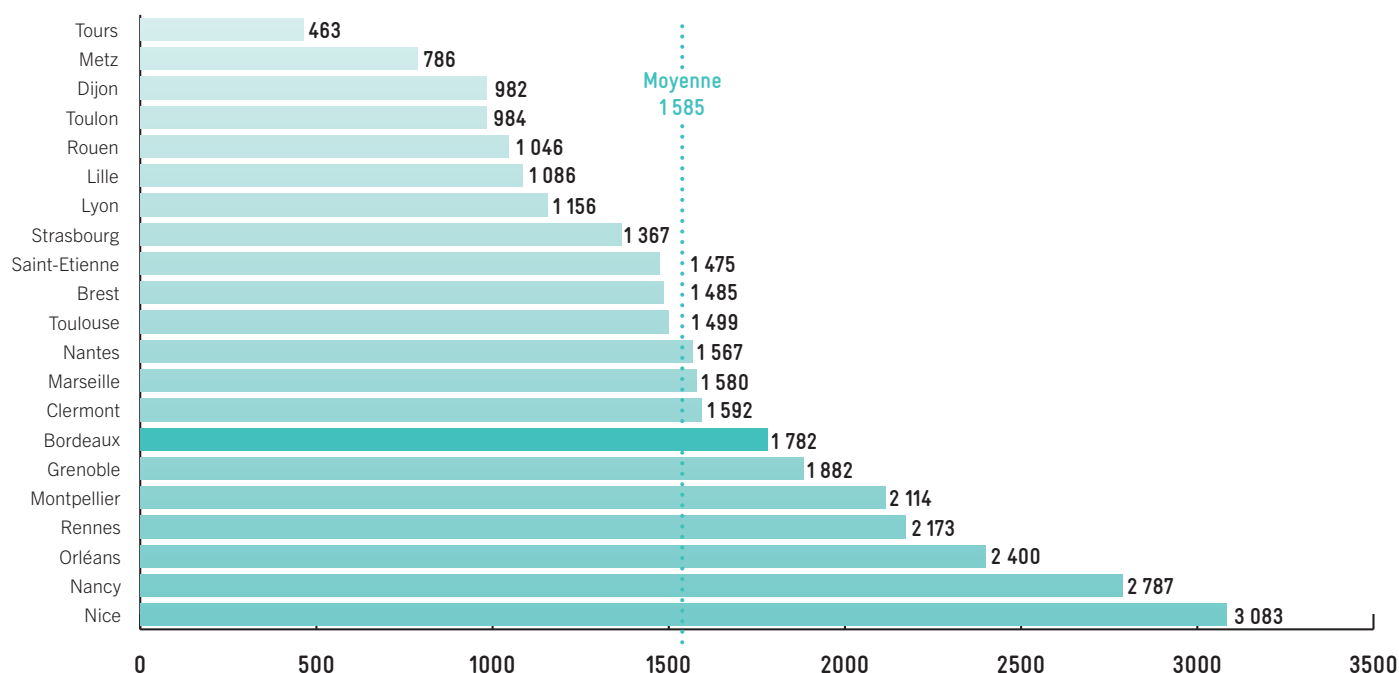
Enfin, il faut noter l'émergence des émissions obligataires (financement direct auprès d'investisseurs sur le marché) réalisées par la Métropole dont le stock monte à 6,84 % du total de la dette une année seulement après le lancement de son programme.

L'annuité consolidée de la dette s'élève à **146,39 M€** contre 118,34 M€ en 2023. Elle est constituée de 113,34 M€ d'amortissement de capital (96,95 M€ en 2023) et 33,06 M€ de charges financières (21,89 M€ en 2023).

La dette par habitant passe de 1 448 € à **1 782 € en 2024**.

À titre de comparaison, au 1^{er} janvier 2024, en ne prenant en compte que la dette du budget principal et du budget annexe des transports de chaque métropole, **notre Établissement affichait une dette par habitant à 1 782 €** un peu plus élevée que la moyenne qui, pour l'ensemble des métropoles, s'élevait à **1 585 €** à la même période.

La dette des métropoles par habitant (en €)
Dernières données connues au 1^{er} janvier 2024



Enfin, l'indicateur de **capacité de désendettement** traduit une augmentation régulière de l'encours de dette pour s'établir en fin de l'exercice 2024 avec **7,19 années** contre 4,70 années en 2023.

La capacité de désendettement s'établit à **7,19 années** au 31 décembre 2024
pour **4,70 années** en 2023

ANNEXES

- Comptes administratifs agrégés de Bordeaux Métropole
- Dépenses d'équipement mandatées de 2019 à 2024
- Données synthétiques de la situation financière

COMPTES ADMINISTRATIFS AGRÉGÉS DE BORDEAUX MÉTROPOLÉ

Synthèse de 2018 à 2024

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes réelles de fonctionnement	1 205 249 212,51	1 221 898 066,09	1 190 556 239,81	1 274 439 858,58	1 280 387 419,28	1 426 635 314,11	1 433 632 751,67
Recettes réelles de fonctionnement (hors produits de cessions)	1 184 846 528,56	1 187 156 162,59	1 176 721 916,73	1 257 347 302,53	1 250 202 293,84	1 408 219 826,70	1 423 823 306,57
<i>Dont : produits fiscaux (y compris compensations fiscales)</i>	<i>329 773 571,00</i>	<i>349 456 978,00</i>	<i>357 004 526,00</i>	<i>246 909 797,00</i>	<i>243 919 665,00</i>	<i>196 006 548,00</i>	<i>212 106 451,00</i>
Fraction compensation, TFPB, substitution TH résidence principale				118 631 473,00	129 996 812,00	133 545 715,00	133 506 518,00
Fonds National de Péréquation pertes produit TP Ets France Télécom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 631 021,00	84 571 572,00
Fonds National de Péréquation pertes produit TP Ets France Télécom						0,00	0,00
DCRTP + FNGIR	97 045 666,00	96 658 642,00	96 433 016,00	96 433 016,00	96 433 016,00	96 433 016,00	96 140 315,00
Versement transports	182 389 935,33	194 827 152,01	190 688 968,88	201 703 808,76	216 821 319,57	230 216 698,59	240 909 693,33
TEOM	96 285 259,00	99 362 557,00	102 026 519,00	104 167 416,00	96 657 002,00	98 727 515,00	102 944 344,00
Attribution de compensation versée par communes	95 108 247,00	96 524 775,00	101 637 574,00	102 557 462,00	104 967 264,00	106 063 785,00	112 037 655,00
Pénalité versée par communes art. 55 Loi SRU (logts. Sociaux)	908 665,36	1 203 091,36	995 080,06	894 177,50	1 269 601,91	1 137 338,01	976 199,69
Produits de cessions	20 402 683,95	34 741 903,50	13 834 323,08	17 092 556,05	30 185 125,44	18 415 487,41	9 809 445,10
Remboursement par l'État de TVA versée à tort par Bordeaux Métropole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Soulte versée par le CG33 pour transfert à Bordeaux Métropole voirie départ ^o	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses courantes de fonctionnement (hors frais financiers)	867 219 481,09	866 379 004,98	934 930 215,95	931 533 007,43	956 173 633,21	1 068 309 261,58	1 124 694 152,19
<i>Dont : personnel</i>	<i>244 752 122,73</i>	<i>253 403 453,79</i>	<i>261 898 719,01</i>	<i>268 633 803,72</i>	<i>280 816 446,93</i>	<i>299 295 758,56</i>	<i>324 015 099,57</i>
<i>Prix forfaitaire d'exploit. y.c t.P. Réseau transports</i>	<i>230 783 510,05</i>	<i>239 719 953,00</i>	<i>247 909 000,00</i>	<i>234 898 194,09</i>	<i>249 988 792,09</i>	<i>312 718 272,88</i>	<i>332 261 030,13</i>

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Contribution financière au SDIS	60 035 250,69	60 797 698,37	61 405 675,35	62 124 121,75	63 055 983,58	66 978 065,76	71 257 964,16
Attribution de compensation versée aux communes	16 616 830,00	16 468 855,00	16 416 040,00	16 389 457,00	16 355 233,00	15 619 238,00	15 433 812,00
Prélèvement sur T.P. au profit du F.D.P.T.P.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de Péréquation Recettes Fiscales Interco° & Communales (FPIC)	8 395 985,00	8 722 983,00	8 871 898,00	8 671 803,00	8 356 894,00	7 873 632,00	7 884 079,00
Autres restitutions de fiscalité au titre dégrèvements (Tascom,...)	258 934,48	303 256,30	546 162,05	262 015,58	257 719,72	1 390 875,04	2 099 009,18
Dotation de Solidarité Métropolitaine	33 637 779,65	34 582 317,21	35 425 416,63	35 997 358,54	35 933 876,67	38 298 776,38	39 268 861,53
Subvention d'équipement & fonds de concours							
Résultat brut	338 029 731,42	355 519 061,11	255 626 023,86	342 906 851,15	324 213 786,07	358 326 052,53	308 938 599,48
Résultat brut hors produit de cessions	317 627 047,47	320 777 157,61	241 791 700,78	325 814 295,10	294 028 660,63	339 910 565,12	299 129 154,38
Intérêts (avec paiement ICNE en N+1 compris) et frais financiers divers	17 584 966,25	17 004 077,19	17 150 782,81	16 799 188,81	17 617 550,85	21 938 568,08	34 368 597,96
Épargne brute	320 444 765,17	338 514 983,92	238 475 241,05	326 107 662,34	306 596 235,22	336 387 484,45	274 570 001,52
Épargne brute hors produits de cession	300 042 081,22	303 773 080,42	224 640 917,97	309 015 106,29	276 411 109,78	317 971 997,04	264 760 556,42
Remboursement dette en capital	57 406 254,26	57 962 323,79	74 734 453,25	81 535 306,43	84 317 620,86	96 951 688,17	113 409 325,60
Indemnités et remboursements sur autof.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annuités d'emprunt (Capital + frais financiers)	74 991 220,51	74 966 400,98	91 885 236,06	98 334 495,24	101 935 171,71	118 890 256,25	147 777 923,56
Autres remboursement de dettes							
Autofinancement courant	263 038 510,91	280 552 660,13	163 740 787,80	244 572 355,91	222 278 614,36	239 435 796,28	161 160 675,92
Autofinancement courant hors produit des cessions	242 635 826,96	245 810 756,63	149 906 464,72	227 179 799,86	192 093 488,92	221 020 308,87	151 351 230,82
Ressources d'investissement	257 550 223,21	400 703 378,40	368 412 223,80	283 387 944,50	340 407 943,19	522 257 749,54	693 300 991,13
Dont : emprunts & avances	130 000 000,04	260 000 000,00	210 000 000,00	130 000 000,02	169 000 000,03	330 000 000,00	504 940 000,00
Dont : emprunts refinçant indemnités		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses réelles investissement (- cpte 16)	580 225 308,80	573 677 099,58	474 871 561,27	554 831 220,38	630 676 328,17	731 419 943,55	746 222 464,70
Dont : dépense d'équipement (20, 21, 23 & 204 à compter de 2006)	558 389 486,75	530 328 641,23	438 236 934,90	438 236 934,90	573 291 244,31	669 902 681,31	710 449 276,78
Pour mémoire : dépense d'équipement avec subvention d'équipement en section de fonctionnement	558 389 486,75	530 328 641,23	438 236 934,90	438 236 934,90	573 291 244,31	669 902 681,31	710 449 276,78
Intégration ONB résultats Syndicats (3 Aires Gens du voyage / SIJALAG & SPIRD)			922 171,15			576 675,82	-280 718,07
Variation du fonds de roulement	-59 636 574,68	107 578 938,95	57 281 450,33	-26 870 919,97	-67 989 770,62	30 273 602,27	108 239 202,35
Fonds de roulement initial (corrigé* le cas échéant)	89 699 554,42	30 062 554,74	137 641 493,69	195 845 115,17	168 974 195,20	100 984 424,58	131 834 702,67
Fonds de roulement final	30 062 554,74	137 641 493,69	195 845 115,17	168 974 195,20	100 984 424,58	131 834 702,67	239 793 186,95
Ratios							
Épargne brute / prod. de fonctionnement (hors produit des cessions)	25,32 %	25,59 %	19,09 %	24,58 %	22,11 %	22,58 %	18,60 %
Autofinancement courant / prod. Fonct. (Hors produit des cessions)	20,48 %	20,71 %	12,74 %	18,09 %	15,36 %	15,70 %	10,63 %
Annuité emprunt/ produits de fonctionnement (hors produit des cessions)	6,33 %	6,31 %	7,81 %	7,82 %	8,15 %	8,44 %	10,38 %
Emprunts exercice / dépenses équipement	36,79 %	49,03 %	47,92 %	29,66 %	29,48 %	49,26 %	71,07 %
FDR / (charges courantes fct. + Annuité dette) en jours	11	53	69	59	34	40	68
Autofinancement brut/ recettes de fonctionnement agréées (hors produit des cessions)	25,32 %	25,59 %	19,09 %	24,58 %	22,11 %	22,58 %	18,60 %
Encours dette au 31/12 de l'ex./ Recettes de fonctionnement agréées hors produit des cessions	58,04 %	74,95 %	87,11 %	89,17 %	96,45 %	106,14 %	133,61 %
Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute hors produit de cessions (années)	2,29	2,93	4,56	3,63	4,36	4,70	7,19
Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute hors produit de cessions (années) en ne tenant pas compte subv. Equip. & Fds de concours	2,29	2,93	4,56	3,63	4,36	4,70	7,19
Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute (années) (hors produit des cessions et produits exceptionnels (remb* par l'État TVA versée à tort par Bordeaux Métropole et soulte versée par le CG33 pour transfert voirie départementale)							
Charges de fonctionnement	884 804 447,34	883 383 082,17	952 080 998,76	948 332 196,24	973 791 184,06	1 090 247 829,66	1 159 062 750,15
Produits de fonctionnement (hors produit des cessions)	1 184 846 528,56	1 187 156 162,59	1 176 721 916,73	1 257 347 302,53	1 250 202 293,84	1 408 219 826,70	1 423 823 306,57
Encours dette	687 725 260,14	889 762 936,27	1 025 028 483,00	1 121 149 102,55	1 205 831 481,73	1 494 718 700,66	1902 407 066,03

DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT MANDATÉES

de 2019 à 2024

DEPENSES DOMAINES D'ACTION	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2019 à 2024
Budget Principal TTC							
Cimetières	887 961,14	993 545,83	993 545,83	1 798 074,59	1 208 019,57	712 771,60	7 808 638,53
Développement économique	17 758 077,60	7 477 676,93	8 159 356,92	10 920 828,37	14 894 519,34	28 135 692,38	87 346 151,54
Enseignement	2 762 948,28	1 405 519,31	1 428 815,00	3 552 139,19	13 762 962,50	18 761 107,08	41 673 491,36
Administration générale - Moyens	49 313 248,76	44 627 300,02	60 676 517,26	57 044 375,58	72 789 677,83	79 557 661,94	364 008 781,39
Urbanisme et Habitat	82 885 173,66	95 249 222,94	93 736 578,31	76 868 630,16	126 412 073,24	112 779 845,99	587 931 524,30
Incendie et secours	968 872,05	557 603,05	303 261,84	756 226,57	539 384,11	1 545 476,51	4 670 824,13
Halles et marchés	152 266,95	72 604,50	2040,00	5 520,00	0,00	0,00	232 431,45
Ordures ménagères (bâtiments compris)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assainissement pluvial	5 394 010,06	7 304 572,68	9 447 190,03	7 368 022,02	6 470 979,46	11 353 971,75	47 338 746,00
Autres transports (transports fluviaux, maritimes, aériens, ferroviaire, routiers, nationaux)	2 969 347,30	1966 056,68	1 110 616,83	4 247 512,36	18 871 353,64	4 319 421,81	33 484 308,62
Transports (Aménagements de voirie)	6 400 015,46	12 519 220,72	6 795 089,53	10 885 919,36	11 737 257,93	14 471 765,31	62 809 268,31
Voirie	104 893 471,13	88 619 191,20	105 296 536,09	113 825 297,02	106 395 979,72	144 433 087,03	663 463 562,19
Voirie (bâtiments)	33 397,49	7149,11	492 828,18	0,00	0,00	0,00	533 374,78
Interventions sociales - sports, jeunesse et cultures	2 604 717,11	2 767 960,46	4 694 612,15	13 127 466,90	10 304 564,28	10 743 197,19	44 242 518,09
Autres réseaux	6 618 550,66	6 244 269,86	7 262 890,64	5 582 677,14	5 089 727,03	2 388 159,15	33 186 274,48
Eau et Préservation milieu naturel	8 248 625,98	6 462 065,15	38 483 147,02	10 148 612,74	14 078 930,34	23 503 644,26	100 925 025,49
Eau industrielle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BUDGET PRINCIPAL - TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS	291 890 683,63	276 273 958,44	340 097 745,60	316 131 302,00	402 555 428,99	452 705 802,00	2 079 654 920,66
Budgets Annexes							
Déchets ménagers et assimilés (TTC)	7 756 895,64	6 697 138,27	8 361 424,89	8 125 586,56	17 049 461,90	24 400 677,28	72 391 184,54
Restaurants Administratifs (HT) et Régie	13 285,70	12 102,37	67 395,96	23 726,34	8 573,33	60 814,61	185 898,31
Abattoir (TTC)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Parcs de Stationnement (HT & TTC à partir du 01/04/05)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transports (HT) Réseau hors tramway	33 002 520,55	31 603 136,48	66 757 687,21	104 326 542,56	104 848 335,97	60 171 033,50	400 709 256,27
Transports (HT) T.C.S.P. puis tramway	122 379 238,36	24 995 481,92	7 523 785,71	6 371 591,09	27 756 278,38	14 994 414,47	204 020 789,93
Assainissement (TTC à partir de 1997)	21 102 290,25	20 086 929,57	29 336 599,18	28 583 460,08	16 969 452,09	30 145 488,31	146 224 219,48
Service d'assainissement non collectif (SPANC) (HT)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crématorium (TTC)	124 710,96	33 708,51	6 820,97	25 987,48	68 316,56	212 530,26	472 074,74
Service extérieur Pompes Funèbres (HT)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réseau de chaleur Hauts de Garonne (TTC)	37 895,61	81 131,58	1 688 594,71	3 756 452,17	374 586,15	622 853,64	6 561 513,86
Eau Industrielle et sa régie	0,00	8 925,38	0,00	74 564,08	0,00	0,00	83 489,46
Équipements fluviaux	192 007,73	577 592,68	479 612,01	526 080,43	1 794 978,40	1 193 784,99	4 764 056,24
BUDGETS ANNEXES - TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS	184 608 844,80	84 096 146,76	114 221 920,64	151 813 990,79	168 869 982,78	131 801 597,06	835 412 482,83
TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS	476 499 528,43	360 370 105,20	454 319 666,24	467 945 292,79	571 425 411,77	584 507 399,06	2 915 067 403,49

DEPENSES DOMAINES D'ACTION	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2019 à 2024
Développement économique Fonds de concours	23 587 946,69	873 198,74	878 171,87	425 944,00	941 162,00	2 301 748,04	6 955 618,73
Enseignement (fonds de concours lycées, collèges, enseignement supérieur)	6 577 000,00	2 463 677,40	7 127 650,79	5 415 259,00	18 393 411,23	12 431 842,00	58 129 825,42
Administration générale - Moyens	0,00	0,00	4 281,96	6 159,00	0,00	0,00	10 521,96
Incendie et secours	128 771,15	299 216,73	6 127 628,72	2 496 656,57	501 757,37	2 807 448,98	15 133 730,04
Halles et marchés	0,00	66 546,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 546,00
Cimetières	94 887,87		0,00	12 121,52	0,00	130 180,90	559 683,82
Urbanisme et Habitat - Fonds de concours	23 616 687,90	27 284 199,67	28 250 766,63	34 916 859,13	45 316 854,65	62 069 827,74	243 474 413,18
Ordures ménagères et environnement	0,00	0,00	4 023 262,50	6 039 432,50	586 159,50	96 623,44	14 813 464,00
Assainissement pluvial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres réseaux (réseau métropolitain télécommunications)	12 500,00	12 500,00					12 500,00
Transports fluviaux, maritimes, aériens, ferroviaire et routier (nationaux)	636 968,61	3 018 123,06	771 538,56	2 304 389,13	14 601 120,31	32 712 773,40	63 163 176,31
Voirie (fonds de concours)	14 885 119,71	18 385 761,64	17 024 040,26	17 644 332,47	8 462 113,29	6 179 962,48	82 289 126,52
Voirie (bâtiments)	4 288 674,14	68 902,21	0,00	0,00	0,00		68 902,21
Eau & Asst, préservation milieu naturel	2 141 119,63	463 312,61	2 153 180,46	1 473 097,10	1 663 701,05	5 830 315,65	13 404 273,67
Interventions sociales - Sports, jeunesse et cultures	5 647 612,58	893 674,74	11 506 307,95	3 883 901,34	8 010 990,14	5 099 112,30	41 715 368,39
Parcs de Stationnement (HT)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transports (Budget annexe) (Tramway)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transports (Budget annexe)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL INTERVENTIONS INDIRECTES	81 617 288,28	53 829 112,80	77 866 829,70	74 618 151,76	98 477 269,54	129 659 834,93	539 797 150,25
TOTAL GÉNÉRAL	558 389 486,75	530 328 641,23	438 236 934,90	528 937 818,00	669 902 681,31	714 167 233,99	3 454 864 553,74
TOTAL B.A. Tramway	105 718 405,50	122 379 238,36	24 995 481,92	7 523 785,71	27 756 278,38	14 994 414,47	189 026 375,46
TOTAL GÉNÉRAL (Hors B.A. Tramway)	452 671 081,25	407 949 402,87	413 241 452,98	521 414 032,29	642 146 402,93	699 172 819,52	3 250 843 763,81
BUDGET PRINCIPAL Total investissements directs et indirects	368 541 061,73	345 719 796,43	354 140 788,14	414 715 897,36	501 032 698,53	582 365 636,93	2 619 452 070,91

DONNÉES SYNTHÉTIQUES DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE BORDEAUX MÉTROPOLE

Tous budgets confondus - Budget principal & Budgets annexes

Article R.2313-1 du CGCT

n°	RATIOS	C.A. 2018	C.A. 2019	C.A. 2020	C.A. 2021	C.A. 2022	C.A. 2023	C.A. 2024	Mouvements réels Observations
	Population	796 273	802 350	811 377	824 449	830 284	842 622	854 949	
1	Dépenses réelles de fonctionnement Population	1 111,18 884 804 447,34 796 273	1 111,18 883 383 082,17 802 350	1 173,41 952 080 998,76 811 377	1 150,26 948 332 196,24 824 449	1 172,84 973 791 184,06 830 284	1 293,88 1 090 247 829,66 842 622	1 355,71 1 159 062 750,15 854 949	
2	Produit des impositions directes Population	407,23 324 267 928,00 796 273	423,46 339 761 237,00 802 350	426,82 346 312 911,00 811 377	270,67 223 149 972,00 824 449	262,66 218 079 508,00 830 284	199,03 167 703 426,00 842 622	211,88 181 147 508,00 854 949	Pleine application du nouveau régime de fiscalité depuis 2011 (CET) avec rôles supplémentaires deTP
3	Recettes réelles de Fonctionnement Population	1487,99 1 184 846 528,56 796 273	1479,60 1 187 156 162,59 802 350	1450,28 1 176 721 916,73 811 377	1525,08 1 257 347 302,53 824 449	1505,75 1 250 202 293,84 830 284	1671,24 1 408 219 826,70 842 622	1 665,39 1 423 823 306,57 854 949	Hors produits de cession (compte 775)
4	Dépenses d'équipement brut Population	544,82 433 827 429,42 796 273	533,20 427 814 638,61 802 350	390,72 317 017 603,15 811 377	493,92 407 211 045,65 824 449	501,73 416 574 339,95 830 284	605,79 510 454 049,43 842 622	602,84 515 395 336,50 854 949	Taux d'équipement Comptes 21 et 23 (hors 20 et 204)
5	Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice Population	863,68 687 725 260,14 796 273	1108,95 889 762 936,27 802 350	1263,32 1 025 028 483,00 811 377	1359,88 1 121 149 102,55 824 449	1452,31 1 205 831 481,73 830 284	1773,89 1 494 718 700,66 842 622	2 225,17 1 902 407 066,03 854 949	
6	Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) Population	189,60 150 976 450,00 796 273	184,65 148 570 315,00 802 350	180,78 146 681 135,00 811 377	175,60 144 772 483,00 824 449	171,97 142 784 006,00 830 284	168,95 142 360 477,00 842 622	164,90 140 983 908,00 854 949	(comptes 741124 +741126) DGF
6 bis	Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) Population D.G.F. (Avec résidences secondaires)	189,82 150 976 450,00 795 385	183,88 148 570 315,00 805 708	180,36 146 681 135,00 813 248	175,75 144 772 483,00 823 759	170,40 142 784 006,00 837 954	168,63 142 360 477,00 844 225	164,51 140 983 908,00 856 976	
7	Dépenses de Personnel Dépenses réelles de Fonctionnement	27,66 % 244 752 122,73 884 804 447,34	28,69 % 253 403 453,79 883 383 082,17	27,51 % 261 898 719,01 952 080 998,76	28,33 % 268 633 803,72 948 332 196,24	28,84 % 280 816 446,93 973 791 184,06	27,45 % 299 295 758,56 1 090 247 829,66	27,95 % 324 015 099,57 1 159 062 750,15	
8	Contributions Directes Potentiel Fiscal	63,35 % 324 267 928,00 511 893 427,00	65,36 % 339 761 237,00 519 791 498,00	65,21 % 346 312 911,00 531 046 739,00	41,29 % 223 149 972,00 540 472 576,00	38,75 % 218 079 508,00 562 846 269,00	29,30 % 167 703 426,00 572 352 593,00	29,90 % 181 147 508,00 605 820 946,00	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (*) Sur la base du Potentiel Fiscal et population figurant sur fiche D.G.F.
9	Dépenses réelles de Fonctionnement + Remboursement annuel dette en Capital Recettes réelles de Fonctionnement	79,52 % 942 210 701,60 1 184 846 528,56	79,29 % 941 345 405,96 1 187 156 162,59	87,26 % 1 026 815 452,01 1 176 721 916,73	81,91 % 1 029 867 502,67 1 257 347 302,53	84,64 % 1 058 108 804,92 1 250 202 293,84	84,30 % 1 187 199 517,83 1 408 219 826,70	89,37 % 1 272 472 075,75 1 423 823 306,57	Hors renégociation de dette en capital Hors produits de cession (compte 775)
10	Dépenses d'équipement brut Recettes réelles de Fonctionnement	36,61 % 433 827 429,42 1 184 846 528,56	36,04 % 427 814 638,61 1 187 156 162,59	26,94 % 317 017 603,15 1 176 721 916,73	32,39 % 407 211 045,65 1 257 347 302,53	33,32 % 416 574 339,95 1 250 202 293,84	36,25 % 510 454 049,43 1 408 219 826,70	36,20 % 515 395 336,50 1 423 823 306,57	Taux d'équipement Hors produits de cession (compte 775)
11	Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice Recettes réelles de Fonctionnement	58,04 % 687 725 260,14 1 184 846 528,56	74,95 % 889 762 936,27 1 187 156 162,59	87,11 % 1 025 028 483,00 1 176 721 916,73	89,17 % 1 121 149 102,55 1 257 347 302,53	96,45 % 1 205 831 481,73 1 250 202 293,84	106,14 % 1 494 718 700,66 1 408 219 826,70	133,61 % 1 902 407 066,03 1 423 823 306,57	Hors produits de cession (compte 775)
11 bis	Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice Autofinancement brut	2,29 687 725 260,14 300 042 081,22	2,93 889 762 936,27 303 773 080,42	4,56 1 025 028 483,00 224 640 917,97	3,63 1 121 149 102,55 309 015 106,29	4,36 1 205 831 481,73 276 411 109,78	4,70 1 494 718 700,66 317 971 997,04	7,19 1 902 407 066,03 264 760 556,42	Hors produits de cession (compte 775)

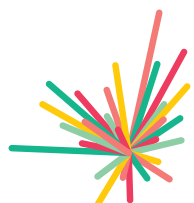
Bordeaux Métropole

Réalisation

LAPAO

Impression

L'ATELIER



BORDEAUX MÉTROPOLE

Esplanade Charles-de-Gaulle
33045 Bordeaux cedex

T. 05 56 99 84 84

bordeaux-metropole.fr